

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2817

23 décembre 2010

SOMMAIRE

ACE Engineering S.à r.l.	135205	Ellipse S.A.	135174
Advitek S.A.	135207	EML Finance	135203
A&G Global GP	135206	EU Microfinance Platform FCP-FIS	135200
Agri-Food Investments S.A.	135210	Grainger European Healthcare Holdings S.à r.l.	135204
Agri-Food Investments S.A.	135210	GS Car Rental Lux S.à r.l.	135206
Agri-Food S.A.	135211	Jefferies Umbrella Fund	135171
Agri-Food S.A.	135211	Kisling Investment S.A.	135170
Alimentaire S.à.r.l.	135212	Leandre Investissement S.A.	135173
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	135200	LuxTopic	135174
ALSTOL, société à responsabilité limitée	135212	Modasia Holding S.A.	135201
Alvin-Toff S.à r.l.	135212	Parteuropa Holding	135173
Amundi Funds	135212	Parworld	135170
Ange & Diable s.à r.l.	135212	Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA	135173
Anima International S.A.	135213	Santa Luçia S.A.	135216
Arhytec S.à r.l.	135213	Scaht Société Civile	135215
Asi Group S.A.	135213	Schneider & Lieser Lux S.à r.l.	135216
ASI Management S.A.	135213	Sun Pacific International SA	135211
Assurances Risch S.à.r.l.	135213	Tined Holding S.A.	135209
AstraZeneca Luxembourg	135206	Treid SA	135171
Atelier am Melleschpesch S. à r. l.	135207	UBS (Lux) Structured Sicav 2	135172
Baltic Estate I	135214	Urka S.A.	135203
Baltic Estate I	135214	Van Gulden AG	135172
Best World Trip S.A.	135214	Vivis S.A.	135204
Bokay Pictures S.à r.l.	135214	Vivis S.A.	135206
Bond Relative Return	135200	Vivis S.A.	135205
Bonissim S.à r.l.	135214	Vivis S.A.	135204
Boutique Marianne Sàrl	135215	Vodafone Procurement Company S.à r.l.	135203
Catella SICAV	135174	Vodafone Procurement Company S.à r.l.	135203
C.D.A. Ré	135200	Vodafone Roaming Services S.à r.l.	135204
Centre Technologique Sirius S.A.	135207		
DIERA S.A.	135207		
DJE	135174		

Kisling Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 110.029.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société (l'«AGO») qui se tiendra le 12 janvier 2011 à 11.00 heures, à Luxembourg, au 18, rue de l'Eau, 1^{er} étage, c/o FIDUCENTER S.A., avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilans et compte de profits et pertes au 31.12.2009 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par chaque actionnaire de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties par lui à la Société;
7. Transfert du siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;
8. Constatation de la démission des administrateurs en fonction et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
9. Constatation de la démission du commissaire aux comptes en fonction et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes en son remplacement;
10. Divers.

Pour participer à l'AGO et conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, les actionnaires sont priés d'effectuer le dépôt de l'original de leurs titres au porteur, respectivement leur certificat de dépôt au siège social de la Société, cinq jours francs avant la date de l'AGO, soit le 6 janvier 2011 au plus tard.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 4 des statuts de la Société, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procurations sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société à l'attention du conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la Loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les actionnaires pourront, 15 jours avant la date de l'AGO, prendre connaissance et/ou se faire délivrer un exemplaire à titre gratuit, au siège social de la Société, ceci chaque jour à partir du 28 décembre 2010 au 11 janvier 2011 inclus entre 11.00 heures et 12.00 heures:

- des comptes annuels et de la liste des administrateurs et du commissaire aux comptes;
- de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
- de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- du rapport de gestion du conseil d'administration;
- du rapport du commissaire aux comptes.

Pour toute demande supplémentaire d'information, les actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès de KISLING INVESTMENT S.A., à l'attention du conseil d'administration, Luxembourg, L-1473, 2A, rue Jean-Baptiste Esch, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010166634/693/44.

Parworld, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 77.384.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de Parworld, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, le 19 janvier 2011 à 11 heures.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2010
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2010.
3. Affectation des résultats.

4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

La présente convocation et une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 17 décembre 2010.

Les propriétaires d'actions nominatives ou au porteur inscrites en compte doivent, pour le 12 janvier 2011, informer, par écrit, le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée. Des formulaires de procuration sont disponibles sur demande soit au siège social de la Société soit aux guichets de l'établissement suivant :

à Luxembourg:

(Agent Payeur Principal) BNP Paribas Securities Services
Succursale de Luxembourg
33 rue de Gasperich
L-5826 Howald-Hesperange
Adresse postale : L-2085 Luxembourg

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010168932/755/30.

Treid SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 101.021.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2010 à 11.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1^{er} étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des quatre administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
2. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire en son remplacement;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;
4. Transfert du siège social;
5. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010163810/693/19.

Jefferies Umbrella Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 34.758.

Die Anteilscheininhaber werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

am 10. Januar 2011, 10.30 Uhr, am eingetragenen Sitz der Gesellschaft, mit den nachfolgend aufgeführten Traktanden eingeladen:

Traktanden:

1. Genehmigung des Berichts des Verwaltungsrats
2. Genehmigung des Revisionsberichts
3. Genehmigung der Jahresrechnung per 30. September 2010
4. Genehmigung der Dividendenausschüttung
5. Zustimmung zur Entlastung des Verwaltungsrats
6. Zustimmung zur Entlastung der Delegierten
7. Genehmigung der Verwaltungsrats honorare
8. Wiederwahl / Wahl des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr 2010/2011
9. Wiederwahl der unabhängigen Revisionsgesellschaft für das Geschäftsjahr 2010/2011
10. Verschiedenes

Die Anteilscheininhaber werden darauf hingewiesen, dass zur Behandlung der Traktanden kein Quorum notwendig ist. Beschlüsse werden mit dem einfachen Mehr der an der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Anteilsscheine getroffen. Jeder Anteilsschein berechtigt zu einer Stimme. Ein Anteilsscheininhaber kann sich mittels Vollmacht vertreten lassen. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010168934/755/26.

UBS (Lux) Structured Sicav 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 102.240.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Structured Sicav 2 (die "Sicav") werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Sicav (die "Versammlung") eingeladen, die am 25. Januar 2011 um 11.00 Uhr am Geschäftssitz der Sicav in 33A avenue J.F. Kennedy, Luxemburg, stattfindet. Die Tagesordnung umfasst die folgenden Punkte:

Tagesordnung:

- I. Den Liquidationsprozess der Gesellschaft zu starten und alle notwendigen Schritte dahingehend einzuleiten.
- II. UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. mit dem Recht zur Substitution an eine natürliche Person als Liquidatorin zu bestellen und diese zu beauftragen, mit Hilfe eines Wirtschaftsprüfers einen Liquidationsbericht zu erstellen.
- III. Verschiedenes

ANMERKUNGEN:

Inhaber von Inhaberaktien können an Abstimmungen auf der Versammlung teilnehmen, wobei die folgenden Modalitäten gelten:

- Sie können persönlich an Abstimmungen teilnehmen. Hierzu müssen sie bei der Versammlung ein Einlagenzertifikat vorlegen, das von der Depotbank UBS (Luxembourg) S.A. gegen die Einlage ihrer Aktienzertifikate ausgegeben wird. Die Aktienzertifikate müssen bei UBS (Luxembourg) S.A. spätestens bis zum 20. Januar 2011 hinterlegt werden.

- Sie können durch einen Stellvertreter an Abstimmungen teilnehmen. Hierzu müssen sie das Stellvertreterformular ausfüllen, das ihnen bei Einlage der oben genannten Aktienzertifikate ausgehändigt wird. Die Stellvertreterformulare müssen an UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. in 33A avenue J.F. Kennedy, L-2010 Luxembourg gesendet werden und der UBS (Lux) Structured Sicav 2 c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. spätestens am 20. Januar 2011 vorliegen.

Derart hinterlegte Aktienzertifikate werden bis zum Tag nach der Versammlung einbehalten bzw. der etwaigen Beendigung einer Vertagung.

Luxemburg, 17. Dezember 2010

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010168933/755/31.

Van Gulden AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 76.608.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2010 à 11.15 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1^{er} étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des quatre administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
2. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire en son remplacement;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;
4. Transfert du siège social;
5. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010163811/693/19.

Leandre Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 141.216.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2010 à 11.30 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1^{er} étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des quatre administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
2. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire en son remplacement;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;
4. Transfert du siège social;
5. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010163812/693/19.

Saint Patrick Alienations and Acquisitions Studies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 108.037.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2010 à 11.45 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1^{er} étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des quatre administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
2. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire en son remplacement;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;
4. Transfert du siège social;
5. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010163813/693/19.

Parteuosa Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 16.362.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2010 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et nomination de leurs remplaçants
2. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1er juillet 2010 à la date de la présente assemblée
3. Transfert du siège social
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010165007/795/17.

Ellipse S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 27.320.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu jeudi, le 30 décembre 2010 à 10.00 heures à Luxembourg, 16, allée Marconi, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire.
2. Approbation des Comptes Annuels au 30 juin 2008, 30 juin 2009 et 30 juin 2010 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010165227/504/16.

DJE, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de DJE coordonné au 08. Novembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 novembre 2010.

DJE Investment S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010152978/11.

(100175503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

LuxTopic, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de LuxTopic coordonné au 08. Novembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 novembre 2010.

DJE Investment S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010152979/11.

(100175507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Catella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 147.125.

In the year two thousand and ten, on the nineteenth day of the month of November.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Catella Capital AB, a company existing under the laws of Sweden, with registered office at Birger Jarlsgatan, 6, 10390 Stockholm, Sweden, hereby represented by Me Laetitia Servais, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17 November 2010 (such proxy, after being signed *in variatur* by the proxyholder and the undersigned notary, to remain attached to the pursuant deed and to be submitted together with it to the registration formalities), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Catella SICAV (the "Company"), a société anonyme registered with the Register of Commerce and Companies in Luxembourg under number B 147 125 and having its registered office at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary on 13 July 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°1469 on 30 July 2009.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to record that:

- 1) the Sole Shareholder holds all the shares representing 100% of the issued capital of the Company;

II) the Sole Shareholder has waived his right to be convened;

III) The items on which resolutions are to be taken are as follows:

A. Adoption of entirely new articles of incorporation in substitution to those enacted at the incorporation of the Company;

B. Transfer of the Company's registered office with immediate effect to 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

C. Extension of the first financial year until 31 December 2010 and carrying forward of the first annual general meeting to 15 of April 2011.

After the foregoing has been duly considered, the decisions taken by the Sole Shareholder were as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to adopt entirely new articles of incorporation (the "Articles") in substitution to those enacted at the constitution of the Company. The Articles now read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "CATELLA SICAV" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2002 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 Law.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

If and to the extent permitted by law, the board of directors may decide to transfer the registered office of the Corporation to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The initial capital on incorporation is thirty-one thousand Euros (EUR 31,000). The capital subscribed must reach one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) within a period of six months following the authorisation of the Corporation.

The minimum capital of the Corporation shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article twenty-three hereof.

The board of directors is authorised without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at a price based on the net asset value per share or the respective net asset values per share determined in accordance with Article twentythree hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person or entity, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares (each a "class") shall be invested pursuant to Article three hereof in transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in

accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes. The board of directors may further decide to create within each class of two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where different currency hedging techniques and/or subscription, conversion or redemption fees and management charges and/or distribution policies, minimum subscription or holding amount or any other specific feature may be applied. If sub-classes are created, references to "classes" in these Articles should, where appropriate, be construed as references to such "sub-classes".

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro be translated into Euro and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Art. 6. The Corporation shall only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding. Global share certificates may be issued as disclosed in the sales documents of the Corporation.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

The shares may be issued in a fractional way as the board of directors shall determine.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, at their address in the register of shareholders or to designated third parties.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the register of shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also recognise any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Corporation will recognise only one holder in respect of a share in the Corporation. In the event of joint ownership the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Corporation.

In the case of joint shareholders, the Corporation reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Corporation may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his confirmation of shareholding or his share certificate (if issued) has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding/ share certificate (if issued) may be issued under such conditions and guarantees as the Corporation may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding/ share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding/ share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated confirmations of shareholding/ share certificate may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated confirmations shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new confirmation of shareholding/ share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old confirmation of shareholding/ share certificate.

Art. 8. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding might result, in the opinion of the board of directors, in the Corporation incurring any liability to taxation or suffering any other regulatory, tax, material administrative or pecuniary disadvantages which the Corporation might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or

investment or similar laws or requirements of any country or authority or may be detrimental to the Corporation or the majority of its shareholders. More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares by any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the board of directors exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the board of directors;

c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of the Luxembourg law) is not an institutional investor or that the holding of a holder of shares is below a minimum threshold described in the sales documents of the Corporation or that a holder of shares does not meet any eligibility conditions described in the sales documents of the Corporation, the Corporation will either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors or does not meet the relevant eligibility features (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion;

d) where it appears to the Corporation that any person who is precluded from holding such shares or is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the board of directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the board of directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Corporation the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in Article twenty-one hereof.

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the confirmation of shareholding, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the confirmation of shareholding, as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

e) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles the term "US person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the 1933 Act. The board of directors shall define the word "US Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th of April at 4.00p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time or place are to be decided by the board of directors.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

At the directors' discretion, a shareholder may also participate at any meeting of shareholders by video conference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares for which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to a notice setting forth the agenda.

Such notice shall be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg (to the extent required by Luxembourg law) and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 13. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority of the votes cast or of the directors present at any such meeting respectively.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers

need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or fax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or fax another director as his proxy.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing.

A director may also participate at any meeting of the board of directors by video conference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the board of directors, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such director. Such a board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 16. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, in accordance with Part I of the 2002 Law.

The board of directors may decide that investments of the Corporation be made

(i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2002 Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

(iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

(iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The board of directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each class in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the class concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such class' total net assets.

The board of directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2002 Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the 2002 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents of the Corporation.

The board of directors may decide that investments of a class to be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any class may, to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, invest in one or more other class(es).

The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article twenty-four, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Art. 17. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operation entered into under normal circumstances.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the SEB group, any parent undertaking, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Corporation may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 20. The Corporation shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the 2002 Law. The independent auditor shall be elected by a general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 21. As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation in the minimum amount as disclosed in the sales documents of the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than six business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the net asset value for the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less an adjustment or charge, including deferred sales charge or redemption charge, if any, as the sales documents of the Corporation may provide. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the confirmation of shareholding for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

If redemption and/or conversion requests for more than 10% of the shares in issue in a class are received, then the Corporation shall have the right to limit redemptions and/or conversions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions and/or conversions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem/convert shares as of a same Valuation Day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption and/or conversion request honoured. The balance of such redemption and/or conversion requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption and/or conversion requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption and/or conversion will be complied with in priority to subsequent requests.

The board of directors may, at its discretion, accept a full or partial redemption in kind. Where the shareholder requests a redemption in kind he will, as far as possible, receive a representative selection of the relevant class' holdings pro rata to the number of shares redeemed and the board of directors will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom. The value of the redemption in kind will be certified by report drawn up by the independent auditors of the Corporation to the extent required by Luxembourg laws and regulations, except where the redemption in kind exactly reflects the shareholder's prorata share of investments.

Any request for redemption shall be irrevocable unless otherwise decided by the board of directors in the event of suspension of redemption pursuant to Article twentytwo hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Unless otherwise provided in the sales documents of the Corporation, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant class, provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Corporation.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each registered shareholder as determined from time to time by the board of directors.

If a redemption, conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Corporation will require from each registered shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

Art. 22. For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Corporation shall be determined up to two decimal places as to the shares of each class by the Corporation from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day"). Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Corporation reserves the right to allow for the net asset value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant class if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such a class, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Corporation, of the class' total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The Corporation may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class if at any time, the board of directors believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise during

(a) any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class from time to time is quoted or dealt in, or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the Corporation's or class' assets are denominated, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that the closing of such exchange or such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Corporation quoted thereon; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which the disposal or valuation of assets owned by the Corporation or the relevant class would be impracticable, not accurate or would seriously prejudice the interests of the shareholders of the Corporation; or

(c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments of the Corporation or the relevant class or the current prices on any stock exchange in respect of the assets of the Corporation; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Corporation, which represent an important portion of the investments of the Corporation, cannot promptly or accurately be ascertained;

(e) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange;

(f) upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding up of the Corporation or any class;

(g) during any period when in the opinion of the board of directors there exist circumstances outside the control of the Corporation where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in shares of the Corporation.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate and as described in the sales documents of the Corporation, by the Corporation and shall be notified to investors who have applied for shares and to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion.

Such suspension as to any class shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The net asset value of shares of each class shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class as determined by the board of directors and shall be determined, not less than twice a month, in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the board of directors may determine, by the number of shares of the relevant class then outstanding adjusted to reflect any dealing charges, swing pricing technique or fiscal charges which the board of directors considers appropriate to take into account and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, units in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) securities listed on a stock exchange or on other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued at the last available price; in the event that there should be several such markets, on the basis of the last available price of the main market for the relevant security. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security shall be valued on the basis of the probable sales price which the board of directors deem it is prudent to assume;

(b) securities not listed on a stock exchange or on any other regulated market, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued on the basis of their last available price. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security will be valued by the board of directors on the basis of the probable sales price which the board of directors deem it is prudent to assume;

(c) swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments;

(d) The liquidating value of futures, forward and options contracts (or any other financial derivative instruments) not traded on regulated markets or stock exchanges shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established in good faith by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts (or any other financial derivative instruments) traded on regulated markets or stock exchanges shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on regulated markets or stock exchanges on which the particular futures, forward or options contracts (or any other financial derivative instruments) are traded by the Corporation; provided that if a futures, forward or options contract (or any other financial derivative instruments) could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable;

(e) shares or units in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available price;

(f) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner. Short-term investments that have a remaining maturity of one year or less may be valued (i) at market value, or (ii) where market value is not available or not representative, at amortised cost;

(g) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, other valuation methods may be used if the board of directors considers that another method better reflects the value of the liquidation value of the investments and is in accordance with the accounting practice, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the board of directors; and
- e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its directors or officers, its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Corporation, the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a portfolio of assets for each class in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Corporation to the portfolio of assets established for the class or classes of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;
- b) if within any portfolio class specific assets are held by the Corporation for a specific class, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such class;
- c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same portfolio or, if applicable, the same class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio and/or class;
- d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular portfolio or class or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio or class, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and/or class;
- e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular portfolio or class, such asset or liability shall be equally divided between all the portfolios or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the portfolios or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;
- f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class, the net asset value of such class shall be reduced by the amount of such dividends;
- g) upon the payment of an expense attributable to a specific portfolio or a particular class, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;
- h) if there have been created within a class, as provided in Article five, subclasses of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such sub-classes.

D. Each portfolio of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation with a same portfolio will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each portfolio on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such portfolio and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same portfolio which shall be allocable to each class shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such portfolio to be allocated to each class shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be determined by reference to the allocations made on behalf of such classes;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

b) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the net asset value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the board of directors so determines, the net asset value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

The net asset value may be adjusted as the board of directors may deem appropriate to reflect *inter alia* any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from the shareholder transactions.

Art. 24.

1. The board of directors may invest and manage all or any part of the portfolios of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

3. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 25. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the net asset value as hereinabove defined for the relevant class plus any adjustment or charge, including but not limited to any applicable swing pricing technique, which reverts to the Corporation and such

sales charge, if any, as the sales documents of the Corporation may provide. The price per share will be rounded upwards or downwards as the board of directors may resolve. The price so determined shall be payable within the period of time set out in the sales documents of the Corporation. The Corporation may, at its discretion, accept full or partial subscription against contributions in kind of transferable securities and other assets considered acceptable by the board of directors and compatible with the investment policy and the investment objective of the Corporation. The subscription in kind is subject to all applicable laws, including, to the extent required by the law, a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind. Any expenses incurred in connection with such contributions shall be borne by the shareholders concerned.

Art. 26. The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euros. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euros and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 27. Within the limits provided by law, the general meeting of holders of shares of the class or classes in respect of which a same pool of assets has been established pursuant to Article twenty-three section C. shall, upon the proposal of the board of directors in respect of such class or classes of shares, determine how the annual results shall be disposed of. If the board of directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each class two sub-classes where one sub-class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other sub-class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the board of directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class upon decision of the board of directors.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

However, no dividends will be distributed if their amount is below the amount of fifty Euro (50 EUR) or its equivalent in another currency or such other amount to be decided by the board of directors from time to time and when published in the sales documents of the Corporation. Such amount will automatically be reinvested.

Art. 28. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2002 Law (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the 2002 Law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find within two months a Luxembourg credit institution to act as custodian and upon doing so the board of directors shall appoint such Luxembourg credit institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the board of directors.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class concerned, upon a decision of the board of directors:

a) if the net asset value of the class concerned falls below an amount determined by the board of directors and disclosed in the sales documents of the Corporation to be the minimum level for such class to be operated in an economically efficient manner,

(b) if a change in the economical or political situation relating to the class concerned would have material adverse consequences on investments of the class, or

(c) in order to proceed with an economic rationalisation.

The redemption price will be the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Corporation shall serve a written notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Shareholders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge prior to the effective date of the compulsory redemption, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any class may, upon proposal from the board of directors, redeem all the shares of such class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by a simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Corporation.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the circumstances provided under the second paragraph of this Article, the board of directors may decide to allocate the assets of the Corporation or of any class to those of another existing class within the Corporation or to another Luxembourg undertaking for collective investment subject to Part I of the 2002 Law and to re-designate the shares of the class concerned as shares of another class or Luxembourg undertaking for collective investment (following a split or amalgamation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the class or Luxembourg undertaking for collective investment), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. In case of amalgamation into another undertaking for collective investment of the mutual fund type, the decision will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the amalgamation.

Upon the transposition in the Luxembourg laws and regulations of the provisions of the EU Directive 2009/65/CE of 13 July 2009 and of its implementing directive which are applicable to the mergers of UCITS (the "provisions on mergers of UCITS"), the provisions set forth in this Article which are applicable to the mergers of classes and as the case may be to the merger of the Corporation with another Luxembourg undertaking for collective investment qualifying as UCITS or class thereof shall no longer be applicable and the provisions on mergers of UCITS shall be applicable instead. In that case, mergers of a class may be decided by the board of directors. The board of directors may however also decide to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned for which meeting no quorum is required and decisions are taken at the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders where the quorum and majority requirements for changing these Articles are required.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), and the 2002 Law.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to transfer the Company's registered office with immediate effect to 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to extend the first financial year until 31 December 2010 and to carry forward the first annual general meeting to 15 April 2011.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party, the present deed was drawn in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these deed, the proxyholder of the appearing party, signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung

Im Jahre zweitausendundzehn, am neunzehnten Tag des Monats November.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erschien Catella Capital AB, eine Gesellschaft bestehend gemäss schwedisches Recht, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Birger Jarlsgatan, 6, 10390 Stockholm, Schweden, hier vertreten durch Me Laetitia Servais, mit Wohnsitz in Luxembourg, gemäss einer Vollmacht vom 17. November 2010 (diese Vollmacht, nach Unterzeichnung ne varietur des Bevollmächtigten und des Notars sollen der Urkunde beigefügt und zusammen mit ihr zu den Registrierungsformalitäten eingereicht werden), der alleinige Gesellschafter (der "Alleinige Gesellschafter") der Catella SICAV (die "Gesellschaft"),

eine Aktiengesellschaft eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter der Nummer B 147 125 mit Gesellschaftssitz in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, gegründet durch Urkunde des unterzeichnenden Notars am 13 Juli 2009, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Memorial") N°1469 am 30 Juli 2009.

Der alleinige Gesellschafter erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

- I) Der alleinige Gesellschafter hält alle Anteile, die 100% des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentieren.
- II) Der alleinige Gesellschafter hat auf sein Recht einberufen zu werden verzichtet.
- III) Die Punkte, über welche Beschlüsse gefasst werden sollen, sind die folgenden:

A. Beschlussfassung über die Annahme einer vollständig revidierten Satzung als Ersatz für die bei der Gründung beurkundigten Satzung;

B. Verlegung mit sofortiger Wirkung des Gesellschaftssitzes in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

C. Ausdehnung des ersten Geschäftsjahres bis zum 31. Dezember 2010 und Verschiebung der ersten jährlichen Hauptversammlung auf den 15. April 2011.

Nach ordnungsgemäßer Erwägung des Vorhergehenden waren die Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters wie folgt:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschloss die Annahme einer vollständig revidierten Satzung (die "Satzung") als Ersatz für die bei der Gründung beurkundigten Satzung. Die Satzung lautet nunmehr wie folgt:

Art. 1. Zwischen den Zeichnern und allen künftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer "société anonyme", die sich als "Investmentgesellschaft mit variablem Kapital" qualifiziert, unter der Bezeichnung "CATELLA SICAV" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss, der in der für eine Änderung dieser Satzung (die "Satzung") vorgeschriebenen Weise gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 3. Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere jeglicher Art, Geldmarktinstrumente und andere zulässige Vermögenswerte gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner geänderten Fassung (das "Gesetz von 2002") anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, soweit diese durch das Gesetz von 2002 erlaubt sind.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Vollständig der Gesellschaft gehörende Tochtergesellschaften, Zweigstellen oder sonstige Geschäftsstellen können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, durch Beschluss des Verwaltungsrats, errichtet werden.

Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Verwaltungsrats an jeglichen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche politische, militärische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

Art. 5. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31,000). Das eingezahlte Kapital muss eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1,250,000) innerhalb von sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft erreichen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt das durch das luxemburgische Gesetz vorgeschriebene Minimum.

Das Gesellschaftskapital besteht aus Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem in Artikel 23 der vorliegenden Satzung definierten Nettogesamtvermögen der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäß Artikel 23 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien zu einem Preis, der auf dem Nettoinventarwert pro Aktie oder den jeweiligen Nettoinventarwerten pro Aktie basiert, auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte natürliche oder juristische Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Teilfonds angehören, und der Erlös der Ausgabe der jeweiligen Aktien eines Teilfonds (jeweils ein "Teilfonds") wird gemäß Artikel 3 der vorliegenden Satzung in übertragbare Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder sonstige Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Aktien oder Schuldverschreibungen entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jeden einzelnen Teilfonds bestimmt werden.

Soweit nach den in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen enthaltenen Bestimmungen zulässig und unter deren Einhaltung, darf der Verwaltungsrat zu jedem ihm angemessen erscheinenden Zeitpunkt, und im weitesten von den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen zulässigen Umfang, aber in Übereinstimmung mit den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen (i) neue Teilfonds schaffen, die entweder die Kriterien für einen Feeder-OGAW oder die Kriterien für einen Master-OGAW erfüllen, (ii) jeden bestehenden Teilfonds in einen Feeder-OGAW Teilfonds umwandeln oder (iii) den Master-OGAW jedes seiner Feeder-OGAW Teilfonds ändern.

Der Verwaltungsrat kann außerdem beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen, deren Aktiva gemeinsam im Einklang mit der spezifischen Anlagepolitik des betroffenen Teilfonds angelegt werden, aber auf die eine spezifische Wechselkurssicherungstechnik und/oder Zeichnungs- oder Rücknahmegebührenstruktur, Verwaltungsgebührenstruktur, Vertriebspolitik, Mindestzeichnungsbeträge, Mindesteinlagevorschrift oder andere Eigenschaften auf jede Aktienklasse angewandt werden, aufzulegen. Falls solche Aktienklassen aufgelegt werden, sollte der Begriff "Teilfonds" in dieser Satzung als "Aktienklasse" verstanden werden, wo dies angebracht ist.

Zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das den einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgewandelt, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Teilfonds entspricht.

Art. 6. Die Gesellschaft wird ausschließlich Namensaktien ausgeben. Die Aktionäre erhalten eine Bestätigung über ihren Aktienbesitz. Globalurkunden können ausgegeben werden, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und nach Erhalt des Kaufpreises ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises wird der Zeichner, binnen kurzer Zeit, in den Aktienbesitz treten, und er erhält auf weitere Anfrage eine definitive Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Bruchteile von Aktien ausgegeben werden.

Etwaige Zahlungen von Dividenden, erfolgen an die Aktionäre an ihre im Aktienregister angegebene Adresse oder an so beauftragte Dritte.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit durch die Gesellschaft beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Aktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil und die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien angibt. Jede Übertragung einer Aktie wird in das Aktienregister eingetragen.

Die Übertragung von Aktien erfolgt mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäß dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird. Die Gesellschaft kann ebenfalls andere Beweise, die die Gesellschaft als hinreichend erachtet, betreffend Übertragungen anerkennen.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein solcher Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese Aktienbruchteile ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmäßige Dividenden oder andere Ausschüttungen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Aktionär pro Aktie der Gesellschaft an. Im Falle gemeinsamen Eigentums kann die Gesellschaft jegliche Ausübung von Rechten aus der betroffenen Aktie solange aussetzen, bis eine Person zum Vertreter der gemeinsamen Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt wurde.

Im Falle von gemeinsamen Eigentums behält sich die Gesellschaft das Recht vor, jegliche Rücknahmeerlöse, Ausschüttungen oder andere Zahlungen allein an den zuerst eingetragenen Aktionär, den sie als Vertreter aller gemeinsamen Aktionär ansehen darf, auszuzahlen, oder nach ihrem freien Ermessen auch an alle Aktionär gemeinsam.

Art. 7. Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass seine Beteiligungsbestätigung oder sein Aktienzertifikat (falls ausgegeben) verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat der besagten Beteiligungsbestätigung/des Aktienzertifikats (falls ausgegeben) unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien ausgestellt werden. Nach der Ausstellung dieser neuen als Duplikat gekennzeichnete

Beteiligungsbestätigung/des neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats wird die ursprüngliche Bestätigung oder der ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Beteiligungsbestätigungen/ Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Beteiligungsbestätigungen werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär, nach eigenem Ermessen, die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder einer neuen Beteiligungsbestätigung/eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung der ursprünglichen Beteiligungsbestätigung/des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten auferlegen.

Art. 8. Die Gesellschaft kann den Besitz der Aktien der Gesellschaft für natürliche Personen, Firmen oder juristische Personen einschränken oder untersagen, falls der Besitz durch solche Personen gegen Gesetze oder Vorschriften, ob luxemburgisch oder ausländisch, verstößt oder falls ein solcher Besitz nach Auffassung des Verwaltungsrats zur Folge hätte, dass die Gesellschaft steuerpflichtig wird oder aufsichtsrechtliche, steuerliche, materielle, jede welche andere administrative oder finanzielle Nachteile erleiden könnte, die sie andernfalls nicht erlitten hätte, einschließlich der Verpflichtung sich unter jeglichem Wertpapierrecht oder Anlagerecht oder unter vergleichbaren Gesetzen oder Bestimmungen eines Staates oder einer Behörde registrieren zu lassen oder nachteilig für die Gesellschaft oder die Mehrheit ihrer Aktionäre ist.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien für die nachstehend definierten "U.S. Staatsangehörigen" einschränken oder untersagen und zu diesem Zwecke:

a) die Ausgabe jedweder Aktie, sowie die Eintragung jedweder Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens nach eine Person, welche vom Besitz einer solchen Aktie ausgeschlossen ist oder welche die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Wahlmizil in einem bestimmten, vom Verwaltungsrat festgelegten Land besitzt, in den wirtschaftlichen Besitz einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte, der maximale, vom Verwaltungsrat festgelegte Prozentsatz des Gesellschaftskapitals, der von solchen Personen gehalten werden kann (der "Maximalprozentsatz"), überschritten wird oder werden könnte oder hierdurch die Anzahl solcher Personen, die Aktionäre der Gesellschaft sind, eine vom Verwaltungsrat festgelegte Anzahl (die "Maximalanzahl") übersteigt oder übersteigen könnte;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung beantragt, auffordern, ihr sämtliche eidesstattlich abgegebenen Auskünfte zu erteilen, welche ihres Erachtens notwendig sind um zu bestimmen, ob ein U.S. Staatsangehöriger oder eine Person, welche die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Wahlmizil in einem Land besitzt, welches der Verwaltungsrat bestimmt, wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftig sein wird; und

c) wenn festgestellt wird, dass ein Aktionär eines Teilfonds, der auf institutionelle Anleger (nach dem Verständnis des luxemburgischen Gesetzes) beschränkt ist, kein institutioneller Anleger ist oder die Beteiligung eines Aktieninhabers unter dem in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegten Mindestbetrag liegt oder der Aktieninhaber die in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bedingungen für Anspruchsberechtigung nicht erfüllt, wird die Gesellschaft die betroffenen Aktien entweder zurückkaufen oder sie in Aktien eines Teilfonds umwandeln, der nicht auf institutionelle Anleger beschränkt ist oder die entsprechenden Anspruchsvoraussetzungen nicht erfordert (vorausgesetzt dass ein solcher Teilfonds mit ähnlichen Merkmalen existiert) und den betroffenen Aktionär von dieser Umwandlung in Kenntnis setzen;

d) falls die Gesellschaft feststellt, dass eine Person, welche vom Besitz von Aktien ausgeschlossen ist oder die Staatsangehörigkeit von oder ihre Residenz oder ihr Domizil in einem vom Verwaltungsrat festgelegten Land besitzt, entweder alleine oder zusammen mit Drittpersonen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist oder Aktien in Übertretung des Maximalprozentsatzes hält oder eine Überschreitung der Maximalanzahl oder des Maximalprozentsatzes verursachen würde oder gefälschte Zertifikate oder Garantien vorgelegt hat oder es unterlassen hat, die vom Verwaltungsrat festgelegten Zertifikate oder Garantien vorzulegen, ist die Gesellschaft berechtigt, von solchen Aktionären alle oder Teile der von ihnen gehaltenen Aktien auf dem Zwangswege wie folgt zurückkaufen:

1) Die Gesellschaft schickt dem Aktionär oder der im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragenen Person eine Anzeige (nachfolgend die "Kaufanzeige" genannt), unter Angabe der wie vorerwähnt zu kaufenden Aktien, des Kaufpreises und des Ortes an welchem der Rücknahmepreis für die besagten Aktien zahlbar ist. Diese Anzeige kann dem Aktionär per Einschreibebrief an seine letztbekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der Aktionär verpflichtet, der Gesellschaft die Bestätigung über den Aktienbesitz für die in der Rücknahmeanzeige bezeichneten Aktien auszuhändigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmeanzeige festgelegten Datum verliert der bezeichnete Aktionär den Besitz an den in der Rücknahmeanzeige bezeichneten Aktien und die vormals von ihm gehaltenen oder in seinem Besitz befindlichen Aktien werden gelöscht;

2) Der Preis, zu welchem die in der Rücknahmeanzeige angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im Folgenden der "Rücknahmepreis" genannt), entspricht dem gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung festgelegten Rücknahmepreis;

3) Die Zahlung des Rücknahmepreises an den Aktionär erfolgt außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, in der Währung, in welcher der Nettoinventarwert der Aktien des betroffenen Teilfonds bestimmt wird, und wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonst wo (wie in der Rücknahmeanzeige angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung zugunsten des Aktionärs gegen Vorlage der in der Rücknahmeanzeige angegebenen Bestätigung über den

Aktienbesitz. Nach der Zahlung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien vormals berechtigten Personen keinen weiteren Anspruch auf diese Aktien, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben geltend machen, abgesehen von der Tatsache, dass sie als Besitzer der Aktien auftreten können, um gegen Aushändigung der vorerwähnten Bestätigung über den Aktienbesitz den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank entgegenzunehmen.

4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäß vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Aktienbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen oder mit dem Aktienbesitz habe es sich in Wirklichkeit anders verhalten als die Gesellschaft dies am Datum der Rücknahmeanzeige vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ausgeübt hat; und

e) jeder Person, welche vom Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist, oder jedem Aktionär, bei welchem die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien den Maximalprozentsatz oder die Maximalanzahl überschreitet, in jedweder Versammlung der Aktionäre das Stimmrecht untersagen.

Für den Zweck der vorliegenden Satzung hat der Begriff "US Staatsangehöriger" die gleiche Bedeutung wie in der jeweils aktuellen Fassung der Regulation S des United States Securities Act von 1933 ("der 1933 Act") oder wie in jeder anderen Verordnung oder jedem anderen Erlass, welche in den Vereinigten Staaten von Amerika in Kraft treten und künftig die Regulation S oder den 1933 Act ersetzen. Der Verwaltungsrat wird den Begriff "US Staatsangehöriger" auf der Basis dieser Vorschriften definieren und die Definition in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlichen.

Art. 9. Die ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Aktionäre vertritt sämtliche Gesellschaftsaktionäre. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Gesellschaft stehenden Geschäfte anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäß den luxemburgischen Gesetzen am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg, am 15. April um 16.00 Uhr (Luxemburger Zeit). Ist dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg, so wird die Versammlung auf den unmittelbar vorherigen Bankgeschäftstag in Luxemburg verlegt.

Sofern nach Luxemburger Recht zulässig und unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen, kann die Jahreshauptversammlung der Aktionäre an einem anderen als dem im vorgehenden Abschnitt genannten Datum, Zeitpunkt und Ort abgehalten werden, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, sofern sich dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats aufgrund von außergewöhnlichen Umständen als notwendig erweist.

Sonstige Versammlungen der Aktionäre können an dem Ort und Zeitpunkt, die in den jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben sind, abgehalten werden.

Art. 11. Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung unterliegen Einberufung und Ablauf der Versammlung den gesetzlichen Bedingungen.

Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Klasse und ihrem Nettoinventarwert innerhalb ihres Teilfonds, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen bevollmächtigten Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigt ist. Solch eine Vollmacht behält ihre Gültigkeit für sämtliche erneut einberufene Versammlungen, außer sie wird ausdrücklich widerrufen.

Nach freiem Ermessen des Verwaltungsrates, kann ein Aktionär an einer Generalversammlung der Aktionäre, per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Telekommunikationsmittel, bei welchen der Aktionär identifiziert werden kann, teilnehmen. Solche Mittel müssen dem Aktionär ermöglichen, tatsächlich an einer solchen Generalversammlung, deren Ablauf durchlaufend an den Aktionär übertragen werden muss, mitzuwirken.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen. Zu den abgegebenen Stimmen zählen nicht diejenigen die mit Aktien verbunden sind, für die die Aktionäre nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder ungültig abgestimmt haben.

Der Verwaltungsrat kann jedwede sonstigen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre zur Beteiligung an einer Aktionärsversammlung erfüllen müssen.

Art. 12. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens, welches die Tagesordnung enthält.

Eine solche Mitteilung wird im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (soweit nach Luxemburger Recht erforderlich), und in anderen Zeitungen, sofern der Verwaltungsrat dies beschließt, veröffentlicht.

Sofern nach luxemburgischem Recht zulässig, kann unter Berücksichtigung der in den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen in der Einladung zur Generalversammlung der Aktionäre mitgeteilt werden, dass die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsbedingungen für diese Generalversammlung anhand der an einem bestimmten Datum und Zeitpunkt vor der Generalversammlung (der "Erfassungszeitpunkt") ausgegebenen und sich in Umlauf be-

findenden Aktien festgesetzt werden, und dass das Recht eines Aktionärs zur Teilnahme an einer Generalversammlung der Aktionäre und zur Ausübung der mit seinen Aktien verbundenen Stimmen anhand der von diesem Aktionär am Erfassungszeitpunkt gehaltenen Aktien festgesetzt wird.

Art. 13. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht unbedingt Aktionäre sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären für eine Amtsdauer gewählt, welche mit der darauffolgenden jährlichen Generalversammlung, einschließlich Ernennung und Dienstantritt ihrer Nachfolger endet; dies unter dem Vorbehalt jedoch, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit durch Beschluss der Aktionäre ohne Angabe von Gründen seines Amtes enthoben und/oder ersetzt werden kann.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder sonst wie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende (n) Vorsitzende(n) ernennen. Des weiteren kann er einen Sekretär bestellen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und mit der Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre beauftragt wird. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jedoch ein anderes Verwaltungsratsmitglied (und, für Versammlungen der Aktionäre, jede sonstige Person) jeweils mit Stimmenmehrheit der abgegebenen Stimmen oder der in solchen Versammlungen anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern zum vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die Geschäftsführer der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Generaldirektors, einen oder mehrere stellvertretende Generaldirektoren, stellvertretende Sekretäre und sonstige Geschäftsführer, welche für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Geschäftsführer brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der vorliegenden Satzung haben die ernannten Geschäftsführer die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Rechte und Verpflichtungen.

Die Verwaltungsratssitzungen werden sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus durch eine schriftliche Mitteilung angekündigt, außer in dringenden Fällen, in welchem Falle die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben anzugeben sind. Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in einem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitplan angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen.

An einer Verwaltungsratssitzung kann ein Verwaltungsratsmitglied teilnehmen und Verwaltungsratssitzungen können per Telefon oder per Telefonkonferenz stattfinden, sofern die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann auch an einer Verwaltungsratssitzung, per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Telekommunikationsmittel, die seine Identifikation ermöglichen, teilnehmen. Solche Mittel müssen dem Verwaltungsratsmitglied ermöglichen, tatsächlich an einer solchen Sitzung, deren Ablauf durchlaufend an das Verwaltungsratsmitglied übertragen werden muss, mitzuwirken. Eine Sitzung des Verwaltungsrats die über vorerwähnte Wege abgehalten wird gilt als am Gesellschaftssitz abgehalten.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch individuelle Handlungen verpflichten, außer in ausdrücklich vom Verwaltungsrat genehmigten Fällen.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschließen oder handeln, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmengleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

Beschlüsse können auch durch Zirkularbeschluss, welcher von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben ist, getroffen werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse bezüglich der täglichen Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an Geschäftsführer der Gesellschaft oder an andere vertraglich ernannten Parteien übertragen.

Art. 15. Die Protokolle sämtlicher Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet und im Falle seiner Abwesenheit vom pro tempore-Vorsitzenden, welcher den Vorsitz der Versammlung führt.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jegliche Einschränkungen zu verfassen, die von Zeit zu Zeit für auf Gesellschaftsanlagen gemäß Teil I des Gesetzes von 2002 anwendbar sind.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Anlagen der Gesellschaft bestehen aus (i) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem geregelten Markt, gemäß dem Gesetz von 2002, notiert bzw. gehandelt werden, (ii) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden, (iii) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Staates in Ost- und Westeuropa, Afrika, den Amerikanischen Kontinenten, Asien, Australien und Ozeanien notiert sind oder die an einem anderen Markt in den obengenannten Ländern gehandelt werden, insoweit als diese Märkte geregelt sind, ordnungsgemäß funktionieren, anerkannt und für das Publikum offen sind, (iv) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtungen enthalten, die Zulassung zur Notierung bzw. zum Handel an einer oben erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem oben erwähnten geregelten Markt zu beantragen und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission sicherzustellen, sowie (v) allen sonstigen Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Vermögenswerten gemäß den vom Verwaltungsrat im Einklang mit den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen festgelegten Beschränkungen, wie sie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, bis zu 100% der Vermögenswerte eines Teilfonds in unterschiedliche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat, wenn er von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannt und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht ist, oder von internationalen Organismen öffentlich rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere solcher Mitgliedstaaten angehören, sofern in dem Fall, in dem die Gesellschaft die Anwendung dieser Bestimmung beschließen sollte, jeder betroffene Teilfonds Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emittenten halten muss und die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines jeden Emittenten 30% des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen dürfen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, Anlagen der Gesellschaft in Derivate, einschließlich gleichwertige bar abgerechnete Instrumente, die an einem geregelten Markt in Sinne des Gesetzes von 2002 gehandelt werden, und/oder in Derivate, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), zu tätigen, sofern es sich, unter anderem, bei den Basiswerten um gemäß Artikel 41 (1) des Gesetzes von 2002 zulässige Instrumente, Finanzindize, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in welche die Gesellschaft gemäß ihren in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlichten Anlagezielen, investieren darf.

Der Verwaltungsrat kann ferner beschließen, Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte die Zusammensetzung eines Aktien- oder Obligationenindex nachbilden, sofern die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt, auf den er sich bezieht, darstellt und der Index in angemessener Weise in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht wird.

Soweit nach luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen zulässig und unter deren Einhaltung darf jeder Teilfonds im weitesten von den luxemburgischen Gesetzen und Verordnungen zulässigen Umfang, aber in Übereinstimmung mit den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft aufgeführten Bedingungen in einen oder mehrere andere Teilfonds investieren.

Der Verwaltungsrat kann alle oder Teile von zusammengefassten Vermögenswerten, die für zwei oder mehr Teilfonds errichtet wurden, auf gemeinsamer Basis investieren und verwalten, so wie in Artikel 24 dieser Satzung beschrieben, wenn dies im Hinblick auf die jeweiligen Anlagesektoren der Teilfonds angemessen ist.

Art. 17. Zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossene Verträge oder Geschäfte können weder beeinträchtigt noch ungültig werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein Interesse in dieser anderen Gesellschaft oder Firma hat bzw. haben oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma ist bzw. sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter für eine Gesellschaft oder Firma fungiert, mit welcher die Gesellschaft kontrahiert oder sonst wie Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Verbindung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert werden, solche im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder Geschäften stehende Angelegenheiten in Betracht zu ziehen, diesbezüglich abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen und darf keine solche Transaktion in Betracht ziehen oder diesbezüglich abstimmen; über die Transaktion und das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet. Dieser Absatz findet keine Anwendung, wenn der Beschluss des Verwaltungsrates sich auf laufende, unter normalen Bedingungen eingegangene Geschäftstätigkeiten bezieht.

Der Begriff "persönliches Interesse", wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion im Zusammenhang mit der SEB Gruppe oder irgendeines ihrer Mutterunternehmen, Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder mit einer sonstigen Gesellschaft

oder Körperschaft wie sie der Verwaltungsrat nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann; es sei denn, dass dieses "persönliche Interesse" als ein Interessenkonflikt im Sinne der anwendbaren Gesetze und Verordnungen anzusehen ist.

Art. 18. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welchen diesen im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren entstanden, an welchen sie beteiligt waren in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft, in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, mit Ausnahme von solchen Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden. Im Falle einer außergerichtlichen Einigung, wird eine Entschädigung nur gewährt im Zusammenhang mit den Sachverhalten, die durch die außergerichtliche Einigung geregelt wurden und für welche die Gesellschaft durch ihren Berater die Bestätigung erhält, dass die zu entschädigende Person keine Verletzung ihrer Pflichten begangen hat. Das oben beschriebene Entschädigungsrecht schließt andere anwendbare Rechte nicht aus.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinsame Unterschrift oder Einzelunterschrift jeder Person(en), welcher Unterschriftenvollmacht durch den Verwaltungsrat übertragen wurde, verpflichtet.

Art. 20. Die Gesellschaft bestellt einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé"), welchem die durch das Gesetz von 2002 vorgeschriebenen Aufgaben obliegen. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von einer Hauptversammlung der Aktionäre gewählt und bleibt im Amt bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

Art. 21. Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann zu jeder Zeit die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft zu dem in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegten Mindestbetrag beantragen. Der Rücknahmepreis ist in der Regel sechs Geschäftstage nach dem Datum, an dem der betreffende Nettoinventarwert berechnet wurde, zu zahlen und entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Klasse, minus etwaiger Berichtigungen oder Gebühren, inklusive aufgeschobener Ankaufs- oder Rücknahmegebühren, wie ggf. in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegt. Alle Rücknahmeanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für die Aktienrücknahme ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig muss die Bestätigung über den Aktienbesitz (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen betreffend die Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Falls Rücknahme- und/oder Umtauschanträge für mehr als 10% der in einem Teilfonds ausgegebenen Aktien bei der Gesellschaft eingehen, so hat sie das Recht diese Rücknahme und/oder diesen Umtausch so zu limitieren, dass sie diese Schwelle von 10% nicht überschreiten. Diese Beschränkung ist auf alle Aktionäre, die am selben Bewertungsstichtag die Rücknahme/den Umtausch ihrer Aktien beantragt haben, anzuwenden, so dass der Rücknahme- und/oder Umtauschantrag jedes Aktionärs zum gleichen Prozentsatz gewährleistet wird. Der Überschuss dieser Rücknahme- und/oder Umtauschforderungen wird auf den nächsten Tag, an dem Rücknahme- und/oder Umtauschforderungen akzeptiert werden, durch die Gesellschaft übernommen, unter Vorbehalt der gleichen Einschränkung. An diesem Tag werden solche Rücknahme- und/oder Umtauschforderungen vorrangig zu zeitlich nachfolgenden Forderungen behandelt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen eine teilweise oder vollständige Rücknahme in natura akzeptieren. Falls der Aktionär eine Auszahlung in natura beantragt, wird er, soweit dies möglich ist, eine repräsentative Auswahl an Vermögenswerten im Besitz des betroffenen Teilfonds proportional zur Anzahl der zurückgekauften Aktien erhalten; der Verwaltungsrat wird sicherstellen, dass den verbleibenden Aktionären hierdurch kein Verlust entsteht.

Der Wert der Rücknahme in natura wird in Übereinstimmung mit den luxemburgischen Rechtsvorschriften durch ein vom Wirtschaftsprüfer erstelltes Zertifikat ausgewiesen; mit Ausnahme der Fälle, in denen die Auszahlung in natura exakt dem proportionalen Anlagenanteil des Aktionärs entspricht.

Jedweder Rücknahmeantrag ist unwiderrufbar, vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates der Gesellschaft im Falle einer Rücknahmeaufhebung gemäß Artikel 22 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt die Rücknahme wie vorerwähnt, am ersten Bewertungsstichtag nach der Aufhebung.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft kann jedweder Aktionär durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds, zum respektiven, für den betreffenden Teilfonds festgelegten Nettoinventarwert beantragen. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf Häufigkeit der Umwandlungen Einschränkungen festlegen und den Umtausch einer in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft festgelegten Gebühr unterwerfen.

Ein Rücknahme- oder Umtauschvertrag eines einzelnen Aktionärs darf sich nicht, falls der Verwaltungsrat nicht anderweitig beschlossen hat, auf weniger beziehen als den vom Verwaltungsrat für Namensaktionäre beschlossenen minimalen Haltebetrag.

Wenn ein Rücknahme, Umtausch oder Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands eines Teilfonds eines einzelnen Aktionärs auf weniger als den in den Verkaufsunterlagen für einen Teilfonds festgelegten Mindestbetrag oder auf einen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert wird, kann angenommen werden, dass der betreffende Aktionär die Rücknahme oder den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieses Teilfonds beantragt hat.

Die Gesellschaft wird keine Übertragung von Aktien in ihrem Register vornehmen, in deren Konsequenz ein Anleger unter den geforderten minimalen Anteil fallen würde.

Die Gesellschaft verlangt von jedem Namensaktionär, der im Namen anderer Anleger handelt, dass jegliche Übertragung von Rechten an den Aktien der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Anlagegesetzen des Rechtsgebietes erfolgt, in dem die Übertragung stattfindet, und dass in nicht regulierten Rechtsgebieten eine solche Übertragung in Übereinstimmung mit dem Erfordernis des minimalen Haltebetrages geschieht.

Art. 22. Nach Beschluss des Verwaltungsrats wird der Nettoinventarwert der Aktien eines jeden Teilfonds durch die Gesellschaft periodisch bis zu zwei Dezimalstellen, jedoch mindestens zweimal im Monat bestimmt, zur Festlegung des Ausgabe-, Rücknahme- und Umtauschpreises pro Aktie (wobei der Tag, an welchem der Nettoinventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung "Bewertungsstichtag" genannt wird). Abhängig von dem Umfang der Ausgaben, Rücknahmen oder Umtausche, behält sich die Gesellschaft das Recht vor, den Nettoinventarwert pro Aktie anzupassen durch Handels- und anderer Kosten und steuerlichen Abgaben, die bei effektivem Erwerb oder Verkauf von Vermögenswerten in den betroffenen Teilfonds zu zahlen wären, falls die Nettoaktivität des Kapitals infolge aller Ausgaben, Rücknahmen oder Umtausche von Aktien in jedem Teilfonds den Schwellen-Prozentsatz, wie er von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft festgesetzt wird, überschreitet im Hinblick auf das Gesamtnettovermögen des Teilfonds an einem bestimmten Bewertungsstichtag (im folgenden "Swing Pricing Technik").

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoinventarwerts der Aktien jedes Teilfonds, die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien ihrer Aktionäre, sowie den Umtausch von und in Aktien eines jeden Teilfonds aussetzen, falls dies dem Verwaltungsrat auf Grund außergewöhnlicher Umstände notwendig erscheint. Solche Umstände liegen vor

a) für jede Periode während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder andere Märkte, an denen ein überwiegender Teil der auf einen bestimmten Teilfonds bezogenen Anlagen der Gesellschaft notiert oder gehandelt ist, oder wenn Devisenmärkte, der jeweiligen Devisen auf die der Nettoinventarwert oder ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Teilsfonds lautet, aus einem anderen Grund als dem des üblichen Feiertags geschlossen sind, oder während welcher der Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt ist, unter der Bedingung, dass die Schließung dieser Wertpapierbörse oder diese Beschränkung oder Aussetzung sich auf die Bewertung der dort notierten Anlagen der Gesellschaft auswirkt; oder

b) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bewertung der von der Gesellschaft oder dem betroffenen Teilfonds gehaltenen Vermögenswerte unpraktikabel oder nicht akkurat wäre oder ernsthaft die Interessen der Aktionäre der Gesellschaft beeinträchtigen würde; oder

c) im Falle des Ausfalls der normalerweise bei der Bestimmung des Preises der Anlagen der Gesellschaft oder des betroffenen Teilfonds oder der laufenden Preise an jedweder Wertpapierbörse gebrauchten Kommunikationsmittel bezüglich der Vermögenswerte der Gesellschaft; oder

d) wenn aus irgendeinem anderen Grund, der Preis der Anlagen im Bestand der Gesellschaft, die einen überwiegenden Teil der Anlagen der Gesellschaft darstellen, nicht unverzüglich oder nicht genau ermittelt werden kann; oder

e) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rücknahmepreises solcher Aktien eines bestimmten Teilfonds nicht bewerkstelligen kann oder während welcher jedwede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Kauf von Anlagen oder für die Zahlung des Rücknahmepreises dieser Aktien nach Meinung der Verwaltungsratsmitglieder nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann;

f) nach der Veröffentlichung einer Einladung zu einer Hauptversammlung der Aktionäre zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft oder andere Teilfonds;

g) während jeder Periode, wenn nach Auffassung des Verwaltungsrats, Umstände bestehen die Gesellschaft keinen Einfluss hat, und unter welchen die Fortführung des Handels mit Aktien der Gesellschaft gegenüber den Aktionären undurchführbar oder unfair wäre.

Soweit angebracht und wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft den Anlegern, die Aktien beantragt haben, bekannt gegeben, und den Aktionären, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, und zwar zum Zeitpunkt der Einreichung des schriftlichen Rücknahme- oder Umtauschantrags.

Die vorübergehende Einstellung bezüglich irgendeines Teilfonds wird keine Auswirkung auf die Festlegung des Inventar-, Ausgabe-, Rücknahme- und Umtauschpreises der anderen Teilfonds haben.

Art. 23. Der Nettoinventarwert der Aktien eines Teilfonds der Gesellschaft wird in der vom Verwaltungsrat festgelegten Währung des entsprechenden Teilfonds als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und, nicht weniger als zwei Mal im Monat, für jeden Bewertungsstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert des entsprechenden Teilfonds, welcher dem an diesem Datum auf den entsprechenden Teilfonds bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der auf diesen Teilfonds fallenden und vom Verwaltungsrat festgelegten Verbindlichkeiten entspricht, durch die Anzahl der ausstehenden Aktien eines Teilfonds dividiert und im Hinblick auf Handelsgebühren, Swing Pricing Technik oder Steueraus-

wendungen, soweit sie nach Ermessen des Verwaltungsrates zu berücksichtigen sind, angepasst wird und durch Ab- oder Aufrunden des Resultats auf die nächste Währungseinheit in folgender Weise festgelegt wird:

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschließlich der aufgelaufenen Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Schuldscheine und fällige Forderungen (einschließlich des Erlöses von verkauften jedoch nicht gelieferten Wertpapieren);
- c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Anteile, Aktien, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Wandel, Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzanlagen und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;
- d) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen (vorausgesetzt, die Gesellschaft kann Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Bezugsrechten oder ähnliche Praktiken bedingten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen);
- e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, außer wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers inbegriffen oder wiedergegeben sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden; und
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschließlich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermaßen festgelegt:

(a) Der Wert einer Anlage, die an jedweder Wertpapierbörse oder jedwedem geregelten, anerkannten für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt notiert ist, basiert auf dem zuletzt der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Preis, wobei der Wert einer Anlage, die an mehreren Wertpapierbörsen oder Märkten notiert ist, derjenige des Hauptmarktes ist.

(b) Der Wert einer Anlage, die nicht an einer Wertpapierbörse oder einem geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierendem Markt notiert ist, wird auf Grundlage des zuletzt zur Verfügung stehenden Preises berechnet. Sollte der zuletzt zur Verfügung stehende Preis nicht den wahren Marktwert einer Anlage reflektieren, dann wird diese Anlage nach dem wahrscheinlichen Verkaufspreis, wie vom Verwaltungsrat nach gutem Glauben festgelegt, bewertet.

(c) Swaps werden auf der Grundlage des Marktwertes errechnet, der auf dem Basiswert (am Ende des Geschäftstages oder Innertages) und auf den Merkmalen der zugrunde liegenden Verpflichtungen beruht;

(d) Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten (oder sonstigen derivativen Finanzinstrumenten), die nicht an einem geregelten Markt oder an einer Wertpapierbörse gehandelt werden, entspricht dem gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer einheitlich für sämtliche Kontraktarten angewandten Berechnungsgrundlage festgestellten Nettoliquidationswert. Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten (oder sonstigen derivativen Finanzinstrumenten), die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf Grundlage des letzten verfügbaren Kurses dieser Kontrakte der geregelten Märkte oder Wertpapierbörsen ermittelt, an denen diese bestimmten Futures, Termin- oder Optionskontrakte (oder sonstigen derivativen Finanzinstrumenten) durch die Gesellschaft gehandelt werden. Falls Futures, Termin- oder Optionskontrakte an dem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht glattgestellt werden können, wird der Liquidationswert dieses Kontraktes auf einer vom Verwaltungsrat für gerecht und angemessen gehaltenen Grundlage bestimmt.

(e) Aktien oder Anteile in zugrunde liegenden offenen Investmentfonds werden nach dem zuletzt zur Verfügung stehenden Preis bewertet;

(f) Flüssige Vermögenswerte und Geldmarktinstrumente werden bewertet nach ihrem Nominalwert plus etwaiger aufgelaufener Zinsen oder auf amortisierter Kostenbasis. Alle anderen Vermögenswerte, soweit dies von der Praxis erlaubt wird, werden in der gleichen Weise bewertet. Kurzfristige Anlagen, die eine Restlaufzeit von einem Jahr oder weniger haben, werden bewertet (i) nach ihrem Marktwert oder (ii) falls der Marktwert nicht zur Verfügung steht oder nicht repräsentativ ist, nach den amortisierten Kosten;

(g) der Wert sämtlicher Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine, vorausgezahlter Auslagen, Bardividenden und erklärter oder aufgelaufener Zinsen, wie zuvor beschrieben, soll, solange die Zahlung noch nicht erfolgt ist, mit dem vollen Betrag angesetzt werden; es sei denn, dass die Zahlung dieses vollen Betrages unwahrscheinlich ist, in welchem Fall der Wert sich nach einem Abschlag bestimmt, der nach Meinung des Verwaltungsrats den wahren Wert widerspiegelt.

Für den Fall, dass eine solche Bewertung auf Grund außergewöhnlicher Umstände unpraktikabel oder unangemessen wird, können andere Bewertungsmethoden zwecks einer fairen Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft angewandt werden, sofern der Verwaltungsrat der Meinung ist, dass eine andere Methode den Wert des Liquidationswerts der Anlagen besser wiedergibt und mit der Verwaltungspraxis vereinbar ist.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder fälligen Verwaltungsausgaben (einschließlich Anlageberatungs- oder Verwaltungsgebühren, Depotbankgebühren und Vergütung des Verwaltungsbevollmächtigten);

c) sämtliche jetzigen und zukünftigen bekannten Verbindlichkeiten, einschließlich sämtlicher fällig gewordener vertraglicher Verpflichtungen zur Zahlung in bar oder in Gütern, einschließlich des Betrags jedweder von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Abschlusstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Person übereinstimmt oder diesem folgt;

d) eine von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge und andere Verbindlichkeiten, soweit Ermächtigung und Zustimmung des Verwaltungsrates vorliegen;

e) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten jedweder Art der Gesellschaft, mit Ausnahme der durch Gesellschaftsaktien verkörperten Verbindlichkeiten. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben umfassen die Gründungskosten, die Vergütungen für Anlageberater oder Anlageverwalter, Vergütungen und Kosten für ihre Verwaltungsratsmitglieder und Geschäftsführer, Buchhalter, die Depotbank, Korrespondenzbanken, Domizilstelle, Registrierungsstelle und Übertragungsstellen, jedwede Zahlstellen und ständigen Vertreter an den Registrierungsstellen, jedwede sonstige durch die Gesellschaft angestellte Agenten, Kosten und Gebühren im Zusammenhang mit der generellen Betriebsstruktur der Gesellschaft, die Registrierung der Gesellschaftsaktien an jedweder Börse oder für den Erhalt einer Notierung an einem anderen regulierten Markt, Gebühren für Rechtsbeistand und Buchprüfungsdienstleistungen, die Förderungs-, Druck-, Berichterstellungs- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Werbekosten, der Kosten für die Ausarbeitung, den Druck von Prospekten, erklärende Memoranden oder Registrierungsanträge, Zwischen- oder Jahresberichte, die Steuern oder von der Regierung erhobenen Gebühren und alle anderen Betriebskosten, einschließlich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten für Transaktionen der Aktionäre anfallende Gebühren, Zinsen, Kosten für Währungstausch, Bank- und Courtagegebühren, Versandkosten, Telefon- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann die Verwaltungskosten und sonstige regelmäßig wiederkehrende Kosten im Voraus für ein Jahr oder jedwede andere Periode veranschlagen und diese gleichmäßig über diese Zeitspanne verteilen.

C. Es wird ein Portfolio für jeden Teilfonds gebildet:

(a) der Erlös der Ausgabe eines oder mehrerer Teilfonds wird in den Gesellschaftsbüchern dem für diesen Teilfonds oder mehreren Teilfonds gebildeten Portfolio zugeteilt, und die Aktiva und Passiva sowie Einkünfte und Ausgaben gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels dem entsprechenden Portfolio zugeordnet werden;

(b) falls innerhalb eines Portfolios spezifische Vermögenswerte durch die Gesellschaft für einen bestimmten Teilfonds gehalten werden, so wird der Wert dieser Vermögenswerte dem betroffenen Teilfonds zugeteilt, und zum Zeitpunkt des Erwerbs wird der Kaufpreis von dem Anteil des anderen Nettovermögenswert des betroffenen Portfolios, der andernfalls hier zuzuzählen wäre, abgezogen.

(c) falls ein Vermögenswert sich aus einem anderen Vermögenswert ergibt, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern demselben Portfolio oder, falls zutreffend, demselben Teilfonds zugeordnet wie diejenigen Vermögenswerte, von welchem er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung dem entsprechenden Portfolio und/oder Teilfonds zugeordnet;

(d) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche in Verbindung mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portfolios oder Teilfonds oder mit irgendeinem Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portfolios oder Teilfonds steht, so wird die betreffende Verbindlichkeit dem entsprechenden Portfolio und/oder Teilfonds zugeordnet;

(e) falls Vermögenswerte oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Portfolio oder Teilfonds zugeordnet werden können, wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmäßig auf sämtliche Portfolios verteilt oder, soweit es die Summe der Verbindlichkeit rechtfertigt, anteilmäßig auf den Nettovermögenswert der Portfolios oder, wo im Einzelfall relevant, der Teilfonds verteilt.

(f) bei der Zahlung von Dividenden an berechnete Personen eines Teilfonds, wird der Betrag dieser Dividenden vom Nettovermögenswert dieses Teilfonds in Abzug gebracht.

(g) bei der Zahlung einer Ausgabe, die einem bestimmten Portfolio oder einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, wird der entsprechende Betrag von den Vermögenswerten des betroffenen Portfolios abgezogen und, wo relevant, von dem Anteil des Nettovermögenswertes des betroffenen Teilfonds abgezogen;

(h) wenn, wie unter Artikel 5 beschrieben, eine oder mehrere Klassen innerhalb desselben Teilfonds geschaffen wurden, wenden sich die oben genannten Zuteilungsregelungen, mutatis mutandis, auf solche Klassen an.

D. Jedes Portfolio aus Vermögenswerten und Verbindlichkeiten besteht aus einer Masse von übertragbaren Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Vermögenswerten, in welche die Gesellschaft investieren darf, und die Berechtigung aus den von der Gesellschaft ausgegebenen Aktienklassen im Hinblick auf dieses Portfolio ändern sich gemäß den nachfolgend aufgeführten Vorschriften.

Zusätzlich können innerhalb jedes Portfolios für Rechnung einer oder mehrerer bestimmten Aktienklasse(n) Vermögenswerte gehalten werden, die klassenspezifisch sind und getrennt von den gemeinsamen Vermögenswerten der Aktienklassen dieses Portfolios gehalten werden, und in Bezug auf solche Aktienklassen können spezifische Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Der Anteil der Vermögensmasse, der allen Aktienklassen innerhalb dieses Portfolios gemeinsam ist, wird festgelegt unter Berücksichtigung von Ausgaben, Rückkäufen, Ausschüttungen und Zahlungen von klassenspezifischen Ausgaben oder Einkommensanteilen oder Liquidationserlösen, wobei die unten aufgeführten Bewertungsregeln jeweils anwendbar sind.

Der Prozentsatz des Nettovermögens der gemeinsamen Masse jedwedes beliebigen Portfolios, der einer spezifischen Aktienklasse zuzuteilen ist, wird wie folgt bestimmt:

- 1) anfänglich wird der Prozentsatz des Nettovermögens der gemeinsamen Masse unter Bezugnahme auf die für Rechnung dieser Teilfonds vorgenommenen Zuteilungen festgelegt;
- 2) der eingezahlte Kaufpreis bei Ausgabe der Aktien einer bestimmten Klasse wird der gemeinsamen Masse zugeteilt und führt zu einer Steigerung des Anteils der gemeinsamen Masse, die der betroffenen Aktienklasse zugehörig ist;
- 3) falls die Gesellschaft im Hinblick auf eine Aktienklasse bestimmte Vermögenswerte erwirbt oder klassenspezifische Ausgaben zahlt (einschließlich Ausgaben, welche die im Hinblick auf andere Aktienklassen zu zahlenden Ausgaben überschreiten) oder bestimmte Ausschüttungen tätigt oder bzgl. Aktien einer bestimmten Aktienklasse den Rücknahmepreis auszahlt, wird der Anteil der gemeinsamen Masse, die der entsprechenden Aktienklasse zuzuteilen ist, gemindert um den Erwerbspreis solcher klassenspezifischen Vermögenswerte, den klassenspezifischen Ausgaben, den Ausschüttungen getätigt auf die Aktien dieser Aktienklasse oder um den Rücknahmepreis, der bei Rücknahme von Aktien dieser Aktienklasse gezahlt wird;
- 4) der Wert klassenspezifischer Vermögenswerte und der Gesamtbetrag der klassenspezifischen Vermögenswerte werden nur derjenigen Aktienklasse oder denjenigen Aktienklassen zugeteilt, auf die sich solche Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten beziehen, und dies wird das Nettoinventarwert pro Aktie der betroffenen Aktienklasse(n) steigern oder mindern;

E. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

- a) gelten die zur Zeichnung akzeptierten, aber noch nicht bezahlten Aktien unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungsstichtag, an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen;
- b) gelten die gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzukaufenden Aktien bis unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungsstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und gelten ab diesem Tag und bis zur Zahlung des Preises als Verbindlichkeit der Gesellschaft;
- c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung des Nettovermögenswertes der entsprechenden Teilfonds ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung des am Bewertungsstichtags des Nettovermögenswertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und
- d) werden an einem Bewertungsstichtag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass der Nettoinventarwert der Aktien jedes Teilfonds zum mittleren Marktkurs in andere Währungen als die Referenzwährung des betroffenen Teilfonds, wie oben beschrieben, umgewandelt wird, und in diesem Fall wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis pro Aktie dieses Teilfonds ebenfalls in der nach der Umrechnung entstandenen Währung ausgedrückt.

Der Nettoinventarwert kann durch den Verwaltungsrat angepasst werden, wenn diesem eine solche Anpassung zur Berücksichtigung von unter anderem Handelsgebühren, Handelsmargen, steuerlichen Abgaben und potenziellen Auswirkungen des Marktes, die durch die Transaktionen der Aktionäre entstehen, angemessen erscheint.

Art. 24.

1) Der Verwaltungsrat kann die Vermögensmassen, welche für jeden Teilfonds gebildet wurden (nachstehend ein "Teilnehmender Teilfonds"), ganz oder teilweise miteinander anlegen und verwalten, soweit dies im Hinblick auf ihre jeweiligen Anlagebereiche anwendbar ist. Jede solche erweiterte Vermögensmasse (eine "Erweiterte Vermögensmasse") wird durch Überweisung in bar oder (vorbehaltlich der unten erwähnten Einschränkungen) anderer Vermögenswerte durch jeden Teilnehmenden Teilfonds aufgestellt. Danach kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit weitere Überweisungen an die Erweiterte Vermögensmasse tätigen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Vermögenswerte von der Erweiterten Vermögensmasse an einen Teilnehmenden Teilfonds überweisen; eine solche Überweisung ist jedoch auf die Beteiligung des betreffenden Teilfonds an der Erweiterten Vermögensmasse begrenzt. Vermögenswerte außer Bargeld können einer Erweiterten Vermögensmasse nur überwiesen werden, falls diese Vermögenswerte für den Anlagebereich der betreffenden Erweiterten Vermögensmasse geeignet sind.

2) Die Vermögenswerte der Erweiterten Vermögensmasse, zu denen jeder Teilnehmende Teilfonds anteilig berechtigt ist, werden nach den Vermögenszuweisungen und -entnahmen durch diesen Teilnehmenden Teilfonds und den Zuweisungen und Entnahmen zugunsten der anderen Teilnehmenden Teilfonds bestimmt.

3) Die in Bezug auf die Vermögenswerte in einer Erweiterten Vermögensmasse erhaltenen Dividenden, Zinsen und anderen als Einkommen betrachtbaren Ausschüttungen werden den Teilnehmenden Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Ansprüchen auf das Vermögen der Erweiterten Vermögensmasse zum Zeitpunkt des Erhaltens der betreffenden Zahlung gutgeschrieben.

Art. 25. Wann immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorgezeichneten Nettoinventarwert für den entsprechenden Teilfonds, zuzüglich jedweder Anpassung oder Gebühr, welche unter anderem, aber nicht ausschließlich, jede anwendbare Swing Pricing Technik beinhaltet, die der Gesellschaft zusteht, sowie solche Verkaufsgebühren, die gegebenenfalls in den Verkaufsunterlagen festgelegt sind. Der Aktienpreis wird nach dem Ermessen des Verwaltungsrates auf- oder abgerundet. Der so bestimmte Preis ist innerhalb der in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft bezeichneten Zeitspanne zu zahlen. Die Gesellschaft, kann in ihrem eigenen Ermessen, vollständige oder teilweise Zeichnungen gegen Sacheinlagen in Form von übertragbaren Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten, die vom Verwaltungsrat als zulässig und im Einklang mit der Anlagepolitik und des Anlageziels der Gesellschaft erachtet werden, akzeptieren. Zeichnungen gegen Sachleistungen unterliegen sämtlichen geltenden Gesetzen, einschließlich, soweit gesetzlich zulässig, eines Sonderberichts des Wirtschaftsprüfers, der den Wert allfälliger Sacheinlagen zu bestätigen hat. Sämtliche mit diesen Sacheinlagen verbundene Kosten sind von den betroffenen Anteilshabern zu tragen.

Art. 26. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Im Falle verschiedener Teilfonds, wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, und wenn die Konten dieser Teilfonds in verschiedenen Währungen ausgedrückt sind, werden diese Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet im Hinblick auf die Festsetzung der Konten der Gesellschaft.

Art. 27. Innerhalb der gesetzlichen Grenzen legt die Hauptversammlung der Aktionäre eines Teilfonds oder mehrerer Teilfonds, hinsichtlich derer gemäß Artikel 23 Abschnitt c) eine gemeinsame Vermögensmasse gebildet wurde, im Anschluss an einen entsprechenden Vorschlag des Verwaltungsrates fest, wie mit den jährlichen Einnahmen verfahren werden soll.

Falls der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit Artikel 5 dieser Satzung entscheidet, innerhalb eines Teilfonds zwei Aktienklassen aufzulegen, wobei die eine Aktien der Klasse Dividenden auszahlt ("Dividendenaktien") und die andere Aktienklasse keine Dividenden auszahlt ("Thesaurierende Aktien"), können, gemäß den Bestimmungen dieses Artikels, Dividenden nur festgesetzt und ausgezahlt werden im Hinblick auf Dividendenaktien; keine Dividenden werden festgesetzt und ausgezahlt im Hinblick auf Thesaurierende Aktien.

Festgesetzte Dividenden werden bezüglich Ort, Zeitpunkt und Währung ausgezahlt wie vom Verwaltungsrat beschlossen. Vorläufige Dividenden werden, unter Vorbehalt weiterer gesetzlich festgelegter Bedingungen, nach Verwaltungsratsbeschluss für Aktien jedweden Teilfonds ausgezahlt.

Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, wenn dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzliche Minimum fallen würde.

Es werden keine Dividenden ausgezahlt, falls deren Betrag geringer ist als fünfzig Euro (50 EUR) oder dem entsprechenden Wert in einer anderen Währung oder jedem anderen Betrag, wie er von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgesetzt wird und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht wird. Ein solcher Betrag wird automatisch reinvestiert.

Art. 28. Die Gesellschaft muss einen Vertrag mit einer Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes von 2002 erfüllt (die "Depotbank"), abschließen. Sämtliche Bankguthaben, Wertpapiere und andere Vermögenswerte der Gesellschaft werden von der Depotbank oder zu ihren Gunsten verwahrt, welche gemäß des Gesetzes von 2002 gegenüber der Gesellschaft und den Aktionären haftet.

Wünscht die Depotbank vom Vertrag zurückzutreten, so hat sich der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten um ein luxemburgisches Kreditinstitut zu bemühen, das als Depotbank handeln soll, und dieses Kreditinstitut als Depotbank anstelle der ausscheidenden Depotbank zu benennen. Der Verwaltungsrat dürfen den Vertrag mit der Depotbank auflösen, aber diese nicht ihrer Funktion entheben, bevor eine Nachfolgebank gemäß dieser Vorschrift ernannt wurde.

Jede Kontoeröffnung im Namen der Gesellschaft, sowie jede für diese Konten ausgestellte Vollmacht bedarf der vorherigen Zustimmung und Ratifizierung durch den Verwaltungsrat.

Art. 29. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können), die von der die Auflösung beschließenden Versammlung der Aktionäre ernannt werden, die ebenfalls ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt.

Ein Teilfonds wird auf Grundlage eines Beschlusses des Verwaltungsrats durch die zwangsweise Rücknahme seiner Aktien aufgelöst:

a) falls der Nettoinventarwert des Teilfonds unter einen Betrag, welcher vom Verwaltungsrat festgesetzt wird und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung des Teilfonds offengelegt wird, fällt,

b) falls eine Änderung in der ökonomischen oder politischen Situation, die für den Teilfonds von Bedeutung ist, ernsthafte negative Auswirkungen für die Anlage des Teilfonds haben würde, oder

c) zwecks einer wirtschaftlichen Rationalisierung.

Der Rücknahmepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Erlöses aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten), welcher an dem Bewertungsstichtag festgelegt wird, an dem eine solche Entscheidung wirksam wird.

Die Gesellschaft lässt den betroffenen Aktionären vor Beginn der zwangsweisen Rücknahme eine schriftliche Mitteilung zukommen, welche die Gründe für die Rücknahme und den Ablauf der Rücknahmeaktion darlegt. Die Aktionäre werden schriftlich benachrichtigt. Sofern im Interesse der oder zwecks Gleichbehandlung aller Aktionäre kein anderslautender Beschluss ergeht, können die Aktionäre des betroffenen Teilfonds weiterhin gebührenfreie Rücknahme- und Umtauschanträge stellen bis zum Beginn der zwangsweisen Rücknahme, wobei die tatsächlichen Erlöse aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten berücksichtigt werden.

Ungeachtet der durch den vorstehenden Abschnitt dem Verwaltungsrat übertragenen Rechte, kann die Hauptversammlung der Aktionäre jedweden Teilfonds, nach entsprechendem Vorschlag durch den Verwaltungsrat, alle Aktien eines solchen Teilfonds zurückkaufen und den Aktionären den Nettoinventarwert ihrer Aktien (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Preise für die Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten) zurückerstatten, so wie errechnet an dem Bewertungsstichtag, an dem eine solche Entscheidung in Kraft tritt. Für solche Hauptversammlungen von Aktionären gibt es keine Beschlussfähigkeitsvorschriften und jedweder Beschluss soll durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenden Personen gefasst werden, solange eine solche Entscheidung nicht zur Liquidation der Gesellschaft führt.

Etwaige Liquidationserlöse, die von den Aktionären bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Vorschriften.

Alle zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Unter den im zweiten Absatz genannten Bedingungen dieses Artikels kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen, der unter Teil I des Gesetzes von 2002 fällt, zuzuteilen und die Aktien des betroffenen Teilfonds als Aktien eines anderen Teilfonds oder eines luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen zu kennzeichnen (falls nötig in Folge einer Teilung oder einer Verschmelzung und unter Zahlung eines entsprechenden Betrages bzgl. jedweden Bruchteils an die Aktionäre). Eine solche Entscheidung wird den betroffenen Aktionären einen Monat vor Inkrafttreten dieser Verschmelzung mitgeteilt, um den Aktionären einen Antrag auf gebührenfreie Rücknahme oder Umtausch während dieses Zeitraums zu ermöglichen (außerdem enthält die Mitteilung zusätzliche Informationen hinsichtlich des Teilfonds oder des luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen). Im Falle von Verschmelzung in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form eines Sondervermögens wird die Entscheidung für solche Aktionäre des betroffenen Teilfonds bindend, welche ausdrücklich der Verschmelzung zustimmen.

Nach der Umsetzung in Luxemburger Landesrecht der auf die Zusammenlegung von OGAW anwendbaren EU Richtlinie 2009/65/EG vom 13. Juli 2009 und ihrer Durchführungsrichtlinie (die "Bestimmungen über die Fusion von OGAW"), verlieren die Bestimmungen in diesem Artikel über die Fusion von Teilfonds und gegebenenfalls die Fusion der Gesellschaft mit einem anderen luxemburgischen oder ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder mit seinem Teilfonds ihre Gültigkeit. An ihre Stelle sind die in den geltenden Gesetzen und Verordnungen enthaltenen Bestimmungen über die Fusion von OGAW anwendbar. In diesem Falle entscheidet der Verwaltungsrat über die Fusion von Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jedoch auch beschließen, die Entscheidung über die Fusion einer Versammlung der Aktionäre des betroffenen Teilfonds zu unterbreiten. Diese Versammlung bedarf keiner beschlussfähigen Mehrheit und Entscheidungen werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Wird die Gesellschaft infolge der Fusion von Teilfonds aufgelöst, so muss die Versammlung der Aktionäre diese Fusion genehmigen, wobei hinsichtlich Anwesenheit und Beschlussfassung die gleichen Bedingungen zu beachten sind, die für die Änderung der vorliegenden Satzung verlangt werden.

Art. 30. Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, unter Beachtung der Luxemburger Gesetze zu Beschlussfähigkeit und Stimmabgabe abgeändert werden. Jegliche Abänderung bezüglich der Rechte von Aktionären eines bestimmten Teilfonds gegenüber Aktien eines anderen Teilfonds unterliegt des Weiteren den Beschlussfähigkeits- und Stimmabgabenbestimmungen des betreffenden Teilfonds.

Art. 31. Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehenen Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, in seiner abgeänderten Fassung (das "Gesetz von 1915"), und dem Gesetz von 2002.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt den Gesellschaftssitz in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg mit sofortiger Wirkung zu verlegen.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt das erste Geschäftsjahr bis zum 31. Dezember 2010 auszudehnen und die erste jährliche Hauptversammlung auf den 15. April 2011 zu verschieben.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Wunsch der vorstehend genannten Erschienenen auf Englisch verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt. Auf Ersuchen dieser Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englischsprachige Fassung maßgeblich.

Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum erstellt.

Nach Verlesung dieser Urkunde unterzeichnete der Bevollmächtigte der erscheinenden Partei gemeinsam mit dem Notar vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: L. SERVAIS und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 novembre 2010. Relation: LAC/2010/52843. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010166800/1474.

(100193611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2010.

Bond Relative Return, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de Bond Relative Return modifié au 1^{er} Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

IPConcept Fund Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010159964/11.

(100184149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2010.

C.D.A. Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 44.639.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 17 décembre 2010 à 16h00

Résolution unique: Transfert du siège social

Le Conseil décide de transférer le siège social de la société du 2, rue Nicolas Bové L – 1253 Luxembourg au 23, Val Fleuri L - 1526 Luxembourg.

Référence de publication: 2010167757/11.

(100194237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

EU Microfinance Platform FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion concernant le fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé EU Microfinance Platform FCP-FIS prenant effet le 22 novembre 2010 est disponible pour consultation au siège de sa société de gestion, le Fonds Européen d'Investissement, 96 boulevard Konrad Adenauer, L-2968 Luxembourg (tél: 42 66 88- 1). a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Fonds Européen d'Investissement

Richard Pelly

Chief Executive

Référence de publication: 2010168206/14.

(100194167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2010.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Dynamic Fixed Income Fund, Fonds Commun de Placement

Die Allianz Global Investors Luxembourg S.A. (die "Verwaltungsgesellschaft") hat mit Zustimmung der State Street Bank Luxembourg S.A. (die "Depotbank") den Beschluss gefasst, die Anteilklasse P2 (EUR) des Fonds Dynamic Fixed

Income Fund (die "untergehende Anteilklasse") mit der Anteilklasse P (EUR) (die "aufnehmende Anteilklasse"), wie in der folgenden Tabelle beschrieben, mit Ablauf des 31. Januar 2011 (der "Stichtag") zu verschmelzen.

Untergehende Anteilklasse

Dynamic Fixed Income Fund P2 (EUR)

Aufnehmende Anteilklasse

Dynamic Fixed Income Fund P (EUR)

Aufgrund der Verschmelzung wird die untergehende Anteilklasse P2 (EUR) des Dynamic Fixed Income Fund aufgelöst.

Senningerberg, 23. Dezember 2010.

Luxemburg, 23. Dezember 2010.

Die Verwaltungsgesellschaft

Die Depotbank

Référence de publication: 2010168935/755/16.

Modasia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.351.

L'an deux mille dix, le vingt-huit octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MODASIA HOLDING S.A.», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 mai 1997, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 465 du 27 août 1997, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 avril 2009, publié au Mémorial numéro 938 du 5 mai 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Bernard CHARPENTIER, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Annick BRAQUET, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Solange WOLTERSCHIERES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation publiés au Mémorial et au Luxemburger Wort en date des 11 et 19 octobre 2010.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que sur les QUATRE CENT SOIXANTE-DIX (470) actions représentant l'intégralité du capital social, TROIS CENT QUATRE-VINGT (380) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1) Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés de capitaux ou de personnes luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, ainsi que des parts sociales de sociétés de personnes et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle peut prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.»

2) Modification de l'année sociale de la Société prévue à l'article 12 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«L'année sociale commence le premier novembre et finit le 31 octobre de chaque année.»

3) Modification de l'article 16 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit le premier mardi du mois de mai à 10 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.»

4) Modification de l'article 17 lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

5) Décision relative à l'exercice qui a débuté le 1^{er} janvier 2010 et qui se terminera le 31 octobre 2010.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière à pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés de capitaux ou de personnes luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, ainsi que des parts sociales de sociétés de personnes et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle peut prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'année sociale de la Société pour qu'elle commence le premier novembre et se termine le trente et un octobre de l'année suivante et de modifier l'article 12 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

«L'année sociale commence le premier novembre et finit le 31 octobre de l'année suivante.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du premier mardi du mois de juin à dix heures au premier mardi du mois d'avril à 10 heures et pour la première fois en 2011, en conséquence l'assemblée décide de modifier l'article 16 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit le premier mardi du mois d'avril à 10 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 17 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide que l'année sociale qui a commencé le 1^{er} janvier 2010 se terminera exceptionnellement le 31 octobre 2010 et que les années suivantes commenceront le 1^{er} novembre et se termineront le 31 octobre de l'année suivante.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: B. CHARPENTIER, A. BRAQUET, S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 novembre 2010. Relation: LAC/2010/48202. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

-POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 novembre 2010.

Référence de publication: 2010155495/102.

(100179178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Urka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5639 Mondorf-les-Bains, 21, rue des Prunelles.

R.C.S. Luxembourg B 87.977.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 août 2010

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154043/13.

(100175565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Vodafone Procurement Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.920.

—
En date du 8 novembre 2010, Vodafone Procurement Company S.à r.l. a pris note:

- de la démission de M. Tim Williams, avec adresse au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant de la société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 8 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154044/12.

(100175886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Vodafone Procurement Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.920.

—
En date du 16 juillet 2010, le conseil de Vodafone Procurement Company S.à r.l. a décidé:

- d'accepter la démission de M. Zunaid Dinath, avec adresse au Vodafone House, The Connection, Newbury RG14 2FN, Royaume-Uni en tant que gérant de la société avec effet au 31 juillet 2010.

Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154045/12.

(100175893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

EML Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 100.010.

—
Beschluss

Der Unterzeichner Vladimir Tkachev, geb. am 10.03.1963 in Mockba, wohnhaft in 107-75, Leningradskiy prosp., 125057 Moskau, Russland, (ehemalig wohnhaft in 12, Krasnopresnenskaya Nab., RUS-123610 Moscow),

hält 496 Geschäftsanteile der EML FINANCE S.A.R.L., R.C. B 100.010 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

und verkauft und tritt vollumfänglich seine 496 Geschäftsanteile mit sofortiger Wirkung an den Käufer Andrey Puzan-
kov geb. am 28.01.1971 in Mockba, wohnhaft in 36-1-8, Yubileynaya street, Zheleznodorozhniy town, 143986 Moskau,
Russland ab.

Luxembourg, 12, Juli 2010.

Vladimir Tkachev.

Référence de publication: 2010154247/16.

(100176860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Grainger European Healthcare Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 126.092.

Merci de prendre note que l'adresse professionnelle de M. Paul Worth a changée elle est la suivante:

- 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg.

Luxembourg, le 19.11.2010.

Référence de publication: 2010153252/10.

(100176943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Vivis S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 114.549.

Le siège social de la société VIVIS S.A., société anonyme, de droit luxembourgeois, inscrite auprès du Registre de
Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114549, jusqu'alors établi au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180
Luxembourg, a été dénoncé avec effet au 15 novembre 2010 par le domiciliataire UniCredit Luxembourg S.A.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

UniCredit Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010154047/12.

(100175442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Vivis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 114.549.

Aux actionnaires de la Société

Je soussignée, Sonia Still, suis au regret de vous informer de ma décision de démissionner de mon poste d'Adminis-
trateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Sonia Still.

Référence de publication: 2010154048/11.

(100175447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Vodafone Roaming Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 125.883.

En date du 6 octobre 2010, le Conseil de Vodafone Roaming Services S.à r.l. a décidé:

- de nommer Monsieur Peter Stok, avec adresse au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que délégué
à la gestion journalière de la société avec effet au 6 octobre 2010.

La société ne sera engagée que par la signature de deux gérants dont au moins un délégué à la gestion journalière;
Monsieur D. Smithwhite ou Monsieur P. Stok.

Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154046/14.

(100175882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Vivis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 114.549.

Aux actionnaires de la Société

Je soussignée, Mariateresa Battaglia, suis au regret de vous informer de ma décision de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Mariateresa Battaglia.

Référence de publication: 2010154049/11.

(100175451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

ACE Engineering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.422.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix,

Le vingt-huit octobre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

La société anonyme de droit néerlandais "BRANDFORT B.V.", établie et ayant son siège social à NL-2611HH Delft, Oude Delft 182, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Delft sous le numéro 17072577,

ici représentée par Monsieur Denis MORAUX, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration sous seing privée, datée du 1^{er} octobre 2010,

laquelle procuration, paraphée "ne varietur", restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ladite comparante a exposé au notaire instrumentaire:

Que la comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée "ACE Engineering S.à r.l.", avec siège social à L-2449 Luxembourg, 26C, boulevard Royal, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 27 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1291 du 29 novembre 2005, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 109.422 (ci-après «la Société»);

Que le capital de la Société est à ce jour de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune;

Que la Société a été dissoute à partir de ce jour,

Qu'à la même date la liquidation a eu lieu,

Que par conséquent la Société a cessé d'exister à partir de ce jour,

Que l'associée unique déclare avoir repris l'actif et s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et inconnu à ce jour,

Que l'associée unique donne décharge pleine et entière au gérant pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour,

Que les livres de la Société resteront conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante: L-5365 Münsbach, 22, Parc d'activités Syrdall.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après, lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Moraux, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 octobre 2010. Relation LAC / 2010 / 47715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme

Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Référence de publication: 2010155822/43.

(100179394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2010.

Vivis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 114.549.

Aux actionnaires de la Société

Je soussignée, Sandrine Pellizzari, suis au regret de vous informer de ma décision de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Sandrine Pellizzari.

Référence de publication: 2010154050/11.

(100175453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

A&G Global GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 147.725.

Le bilan du Rapport Annuel Révisé au 31 décembre 2009 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2010.

Eva-Maria MICK / Nathalie SCHROEDER

Mandataire Commercial / Mandataire Commercial

Référence de publication: 2010154055/13.

(100176418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

AstraZeneca Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehrlange, 7B, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 20.733.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010154056/9.

(100176671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

GS Car Rental Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 247.799,11.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 139.910.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 1^{er} novembre 2010, a décidé d'accepter:

- La démission de Gerard Meijssen en qualité de gérant de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2010.

- La nomination avec effet au 1^{er} novembre 2010 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société, de Fabrice Hablot, né à Brest (France) le 23 mars 1978, et résidant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 1^{er} novembre 2010, composé comme suit:

- Nicole GÖTZ, gérant

- Maxime NINO, gérant

- Michael FURTH, gérant

- Fabrice HABLOT, gérant

- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Maxime Nino
Gérant

Référence de publication: 2010154963/23.

(100177215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

Atelier am Melleschpesch S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8606 Bettborn, 13, An der Stréissel.

R.C.S. Luxembourg B 108.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Diekirch.

Référence de publication: 2010154057/10.

(100176485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Advitek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8317 Capellen, 6, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 37.708.

Extrait l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social de façon extraordinaire le 21 septembre 2010

Les Actionnaires acceptent la démission du Réviseur d'entreprises G.S.L. Fiduciaire Sàrl avec effet au 1^{er} janvier 2009.

Les Actionnaires décident de nommer à la place du Réviseur démissionnaire, la société Audit Central Sàrl. ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt L-2530 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée de 2011.

SIGNATURE.

Référence de publication: 2010154061/12.

(100176534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**DIERA S.A., Société Anonyme,
(anc. Centre Technologique Sirius S.A.).**

Siège social: L-2133 Luxembourg, 50, rue Nicolas Martha.

R.C.S. Luxembourg B 96.170.

Im Jahre zweitausendzehn, den achtundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg.

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft „CENTRE TECHNOLOGIQUE SIRIUS S. A.“ mit Sitz in L-2560 Luxembourg, 24, rue de Strasbourg,

gegründet auf Grund einer Urkunde aufgenommen durch Notar Camille MINES mit Amtssitz in Capellen am 19. September 2003, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1157 vom 5. November 2003, abgeändert durch den amtierenden Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Eich am 22. Dezember 2003, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 121 vom 29. Januar 2004, abgeändert durch den amtierenden Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Eich am 5. April 2007, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1243 vom 22. Juni 2007, abgeändert durch den amtierenden Notar mit Amtssitz in Luxemburg am 29. Juli 2009, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1673 vom 31. August 2009, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 96170.

Die Versammlung wurde eröffnet um 10.00 Uhr und fand statt unter dem Vorsitz von Herrn Ralf GASPER, Bürokaufmann, wohnhaft in D-54668 Ferschweiler, Dreitalstrasse 7.

Der Präsident bestimmte zum Sekretär Herrn Dieter STELKER, Schlosser, wohnhaft in D-54320 Waldrach, Beim Heiligenhäuschen 10.

Die Versammlung wählte zum Stimmenzähler Herr Paul-Hubertus NELKE, Buchhalter, berufsansässig in Luxemburg.

Der Präsident erklärte und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden daß:

I. Die erschienenen oder vertretenen Aktionäre der Gesellschaft sowie die Anzahl der von ihnen innegehaltenen Aktien auf einer Präsenzliste angeführt sind, welche nach Paraphierung durch den Präsidenten, den Sekretär, den Stimmenzähler und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

II. Aus der Präsenzliste erhellt, daß die bestehenden Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, in gegenwärtiger außergewöhnlicher Generalversammlung zugegen oder vertreten sind, und die Versammlung somit rechts-gültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

III. Die Tagesordnung gegenwärtiger Versammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Änderung des Namens in DIERA S.A.
2. Abänderung von Artikel 1 Absatz 2 der Satzung.
3. Sitzverlegung nach L-2133 Luxembourg, 50, rue Nicolas Martha.
4. Änderung des Gesellschaftszwecks und somit Abänderung von Artikel 2 der Satzung.
5. Abberufung von 3 Verwaltungsratsmitgliedern.
6. Ernennung von 3 neuen Verwaltungsratsmitgliedern.
7. Abberufung vom geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglied.
8. Ernennung von 2 neuen geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern.
9. Verlängerung des Mandats des Prüfungsbeauftragten der Geschäftsbuchführung.
10. Verschiedenes

Nachdem vorstehende Prozedur seitens der Versammlung gutgeheißen wurde, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss.

Die Versammlung beschliesst den Namen der Gesellschaft in DIERA S.A. abzuändern, infolge dieses Beschlusses erhält Absatz 2 von Artikel 1 der Satzung folgenden Wortlaut:

„ **Art. 1. (Absatz 2).** Der Name der Aktiengesellschaft ist „DIERA S.A.“. Zweiter Beschluss.

Die Versammlung beschließt den Sitz nach L-2133 Luxembourg, 50, rue Nicolas Martha zu verlegen.

Dritter Beschluss.

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftszweck abzuändern und infolge dessen Artikel 2 der Satzung abzuändern wie folgt:

„Artikel 2 Zweck der Gesellschaft ist die Entwicklung und die Produktion von Badewannen, Duschwannen, Whirlpools und sonstigen sanitären Artikeln, die Entwicklung und Endfertigung solcher Produkte für andere Hersteller, sowie der Handel mit Waren aller Art und die Vermittlung von Warengeschäften und Geschäftspartnern.

Die Gesellschaft kann sich beteiligen unter irgendeiner Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, und alle anderen Anlagemöglichkeiten, wie den Erwerb von allen Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder sonst wie, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung oder Tausch, die Überwachung und die Verwertung ihrer Beteiligungen tätigen. Sie kann an der Gründung und an der Förderung jedes Industrie- oder Handelsunternehmens teilhaben und solche Unternehmen durch die Gewährung von Darlehen, Vorschüssen, Bürgschaften oder in anderer Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang verzinst oder auch zinslose Darlehen aufnehmen oder gewähren. Sie kann Anleihen oder andere Arten von Schuldverschreibungen ausgeben.

Die Gesellschaft ist des weiteren ermächtigt alle anderen Operationen finanzieller, industrieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern zu tätigen.

Die Gesellschaft kann ihren Gesellschaftszweck direkt oder indirekt, im eigenen Namen oder für Rechnung Dritter, allein oder in Vereinigung mit anderen Personen verfolgen und jede Transaktion tätigen, die diesen Gesellschaftszweck oder denjenigen der Gesellschaft in denen sie eine Beteiligung hält, fördert.

Sie wird alle Maßnahmen treffen, um ihre Rechte zu wahren und kann im Rahmen des Gesetzes vom 10. August 1915 alle Geschäfte und Handlungen vornehmen, die ihrem Gesellschaftszweck verbunden oder dienlich sind.“

Vierter Beschluss.

Die Versammlung beruft mit sofortiger Wirkung die Herrn Alexander POPKOV, Herrn Andrej BEZGUBOV und Herrn Alexander SAVCHENKO als Verwaltungsratsmitglieder, respektiv als geschäftsführendes Mitglied ab und erteilt ihnen Entlast.

Fünfter Beschluss.

Die Versammlung ernennt zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern bis zum Jahre 2016:

- a) Herrn Dieter STELKER, Schlosser, geboren in Trier, am 30. November 1962, wohnhaft in Beim Heiligenhäuschen 10, D-54320 Waldrach,
- b) Herrn Ralf GASPER, Bürokaufmann, geboren in Bitburg, am 06. Februar 1969, wohnhaft in Dreitalstrasse 7, D-54668 Ferschweiler,
- c) Herrn Paul-Hubertus NELKE, Buchhalter, geboren am 29. Mai 1952 in Blankenburg/Harz, berufsansässig in 50, rue Nicolas Martha, L-2133 Luxembourg.

Alsdann haben sich vorstehende Verwaltungsratsmitglieder in einer Verwaltungsratssitzung eingefunden, und folgende Beschlüsse wurden gefasst:

- zu neuen geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Herrn Dieter STELKER und Herrn Ralf GASPER, vorbenannt, welche die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift rechtskräftig gegenüber Dritten vertreten können.

- das Mandat der Gesellschaft ABAKUS SERVICE S.A. als Prüfungsbeauftragter der Geschäftsbuchführung wird bis zum Jahre 2016 verlängert.

Da die Tagesordnung somit erschöpft ist wird die Versammlung geschlossen um 10.45 Uhr.

Erklärung der Aktionäre

Die Aktionäre erklären als dinglich Begünstigte der Gesellschaft, dass das Gesellschaftsvermögen nicht aus irgendeiner Tätigkeit stammt, gemäss Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristischen Handlung, im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Schätzung der Kosten.

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Urkunde entstehen, beläuft sich auf ungefähr 1.500,- EUR.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet:: R. GASPER; D. STELKER; P-H. NELKE, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 octobre 2010. Relation: LAC/2010/47736. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt an das Handels und Gesellschaftsregister in Luxemburg.

Luxemburg, den 24. November 2010.

Référence de publication: 2010155318/108.

(100179164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Tined Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 40.464.

DISSOLUTION

L'an deux mil dix, le onze novembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Emmanuel MANEGA, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société HANSEN INVEST LTD, ayant son siège social à Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahé, Republic of Seychelles, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 5 novembre 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société TINED HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais, a été constituée suivant acte du notaire Frank BADEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 20 mai 1992 publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 464 du 15 octobre 1992. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du même notaire en date du 1^{er} décembre 1992, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, de 1993 numéro 94, page 4480;

- que le capital social de la société TINED HOLDING S.A. s'élève actuellement à DEUX CENT QUARANTE SEPT MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT-TREIZE VIRGULE CINQUANTE DEUX EUROS (EUR 247.893,52) représenté par DIX MILLE (10.000) actions d'une valeur nominale de VINGT QUATRE EUROS ET SEPT HUIT NEUF CINQ CENTS (EUR 24,7895) chacune, entièrement libérées;

- que HANSEN INVEST LTD, précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les actions;

- que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 31 octobre 2010, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;
- l'actionnaire unique est investie de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 31 octobre 2010 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et du registre des actionnaires;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE EUROS (EUR 1.000).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. MANEGA, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 novembre 2010. Relation: LAC/2010/50098. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 novembre 2010.

Référence de publication: 2010156180/54.

(100179232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2010.

Agri-Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 77.362.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGRI-FOOD INVESTMENTS S.A.

Régis DONATI / Jacopo ROSSI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154062/12.

(100176295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Agri-Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 77.362.

Les comptes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGRI-FOOD INVESTMENTS S.A.

Régis DONATI / Jacopo ROSSI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154063/12.

(100176296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Agri-Food S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 77.155.

Les comptes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGRI-FOOD S.A.
Alexis DE BERNARDI / Mohammed KARA
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154064/12.

(100176299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Sun Pacific International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 117.179.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 22 Octobre 2010 que:

- Monsieur Matthijs BOGERS, résidant professionnellement au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'Administrateur et de son mandat d'Administrateur délégué avec effet au 22 Octobre 2010,
- Monsieur Kemal AKYEL, résidant professionnellement au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'Administrateur avec effet au 22 Octobre 2010,
- Monsieur Stéphane HEPINEUZE, résidant professionnellement au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'Administrateur avec effet au 22 Octobre 2010,
- Madame Christelle LANGLOIS, née le 7 Septembre 1979 à Chartres (France), résidant professionnellement au 24, Rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, a été nommée Administrateur avec effet au 22 Octobre 2010, jusqu'à la prochaine Assemblée qui se tiendra en 2012;
- Monsieur Fabien LEGER, né le 27 Octobre 1980 à Savigny-sur-Orge (France), résidant professionnellement au 24, Rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, a été nommé Administrateur avec effet au 22 Octobre 2010, jusqu'à la prochaine Assemblée qui se tiendra en 2012;
- Monsieur Guillaume WINCKEL, né le 12 Avril 1983 à Thionville (France), résidant professionnellement au 24, Rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, a été nommé Administrateur avec effet au 22 Octobre 2010, jusqu'à la prochaine Assemblée qui se tiendra en 2012;
- Le siège social a été transféré au 24, Rue des Genêts, L-1621 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Octobre 2010.

Sun Pacific International S.A.
Représentée par Mr. Stéphane HEPINEUZE
Administrateur

Référence de publication: 2010156340/30.

(100178991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Agri-Food S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 77.155.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGRI-FOOD S.A.
Alexis DE BERNARDI / Mohammed KARA
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154065/12.

(100176304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Alimentaire S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 28, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 78.146.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154066/10.

(100176748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

ALSTOL, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 6, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 26.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154067/10.

(100176669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Alvin-Toff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5330 Moutfort, 110, route de Remich.
R.C.S. Luxembourg B 102.913.

Le bilan au 30 septembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2010.

ALVIN-TOFF S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Signature

Référence de publication: 2010154068/13.

(100176705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Amundi Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 68.806.

Le bilan au 30 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154069/10.

(100176890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Ange & Diable s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3544 Dudelange, 23, rue Jean Wolter.
R.C.S. Luxembourg B 144.363.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de Ange & Diable Sarl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2010154070/13.

(100176345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Anima International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 104.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.11.2010.

*Pour Fiduciaire Premier Luxembourg S.A.**Fiduciaire d'Expertise Fiscales et Comptables*

Miguel Muñoz

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2010154071/14.

(100176710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Arhytec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.

R.C.S. Luxembourg B 104.064.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stadtbredimus, le 19.11.2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154072/10.

(100176790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Asi Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 133.709.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010154073/10.

(100176431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

ASI Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 133.707.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010154074/10.

(100176417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Assurances Risch S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 87, rue des Muguets.

R.C.S. Luxembourg B 79.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154075/10.

(100176445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Baltic Estate I, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 119.327.

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration
Signatures

Référence de publication: 2010154076/11.

(100176410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Baltic Estate I, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 119.327.

RECTIFICATIF

Le Bilan au 31/12/2008 rectificatif du bilan au 31/12/2008 enregistré sous le numéro L100013633.04 et déposé le 27/10/2010, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration
Signatures

Référence de publication: 2010154077/13.

(100176415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Best World Trip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 50, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 92.031.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010154079/10.

(100176688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Bokay Pictures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4320 Esch-sur-Alzette, 32, rue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 95.750.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154081/10.

(100176675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Bonissim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2665 Luxembourg, 24, rue du Verger.
R.C.S. Luxembourg B 99.158.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
EASIT SA
Signature

Référence de publication: 2010154082/12.

(100176416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Boutique Marianne Sàrl, Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-3440 Dudelange, 44, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 100.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de Boutique Marianne Sàrl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2010154083/13.

(100176343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Scaht Société Civile, Société Civile.

Siège social: L-9554 Wiltz, 31, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg E 2.929.

L'an deux mille dix, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Wiltz;

Ont comparu:

1. Monsieur Bernard HUBIN, architecte, demeurant à L-9164 Lipperscheid, 7, rue du Tunnel,
2. Monsieur Pascal HUBIN, architecte, demeurant à L-9759 Knaphoscheid, 36, Duerfstrooss,
3. Monsieur Francis HOFFMANN, architecte, demeurant à L-9673 Oberwampach, maison 31,
4. la société SCAHT Investissement SA, établie et ayant son siège à L-9554 Wiltz 31, rue du Pont, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.174,
ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Bernard HUBIN, préqualifié,

Lesquels comparants ont exposé au notaire:

- que la société SCAHT SOCIETE CIVILE, établie et ayant son siège à L-9554 Wiltz 31, rue du Pont, a été constituée sous la dénomination ARCHITEKTEBÜRO HOFFMANN, HUBIN, HUBIN, THEIS suivant acte reçu par le notaire Paul Bettingen, alors de résidence à Wiltz, en date du 20 avril 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro du 262, du 20 septembre 1989, modifiée à plusieurs reprises en SCAHT ARCHITECTURE suivant acte sous seing privé du 26 septembre 1990, publié au dit Mémorial C, Numéro 99 du 4 mars 1991, en SCAHT SOCIETE CIVILE suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Wiltz, en date du 28 septembre 2001, publié au dit Mémorial C, Numéro 345 du 2 mars 2002, et

en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Wiltz, en date du 25 juillet 2002, publié au dit Mémorial C, Numéro 1421 du 1^{er} octobre 2002;

- qu'elle est immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E 2929;

- qu'elle a un capital de vingt-huit mille euros (28.000,-EUR) divisé en cent (100) parts sociales d'égale valeur;

- que les comparants sont les seuls et uniques associés représentant l'intégralité du capital de la société civile SCAHT SOCIETE CIVILE suite à une cession de parts sous seing privée aux termes de laquelle Madame Monique CORDIER a cédée l'intégralité de ses vingt-cinq (25) parts sociales à la société SCAHT Investissement SA, préqualifiée, datée du 8 avril 2009, publié au dit Mémorial C, Numéro 1457 du 28 juillet 2009.

Sur ce les comparants sub 1-3), préqualifiés, agissant en leur qualité de gérants de la Société, déclarent accepter la susdite cession au nom de la Société conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil.

Ils ont encore déclaré n'avoir entre leurs mains aucune opposition ou empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Ensuite les comparants, prénommés, se réunissant en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent tous valablement convoqués, ont requis le notaire instrumentant d'acter leurs décisions prises à l'unanimité sur l'ordre du jour:

Première résolution

Les associés décident de modifier le libellé de l'article 2 alinéa 1 des statuts relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur qui suit:

" **Art. 2. (premier alinéa).** La société a pour objet la réalisation de toutes missions d'architecture, d'urbanisme, de coordination de chantier et de coordinateur de sécurité et de santé de chantiers, ainsi que de toutes missions d'expertises immobilières. Elle exerce ses activités en conformité avec la déontologie de la profession d'architecte indépendant."

Deuxième résolution

Ensuite de la cession de parts sous seing privé prémentionnée, les associés décident d'adapter l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à vingt-huit mille euros (EUR 28.000,-) divisé en cent (100) parts sociales d'égale valeur, réparties comme suit:

1) Monsieur Bernard HUBIN, préqualifié, vingt-cinq parts	25
2) Monsieur Pascal HUBIN, préqualifié, vingt-cinq parts	25
3) Monsieur Francis HOFFMANN, préqualifié, vingt-cinq parts.	25
4) SCAHT Investissement SA, préqualifiée, vingt-cinq parts	25
Total: cents parts	100

Troisième résolution

Les associés décident de modifier le pouvoir de signature des gérants comme suit:

La société est valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant architecte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 980,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, au siège de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuel, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. Hubin, P. Hubin, Hoffmann M.Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 octobre 2010. Relation: LAC/2010/47033. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 4 novembre 2010.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2010154183/71.

(100176305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Santa Luçia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 82.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154175/10.

(100176750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Schneider & Lieser Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6794 Grevenmacher, 12, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 78.410.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154176/10.

(100176411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.
